

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 469, 150 F
JEUDI 22 OCTOBRE 1970



**SURETE
DE
L'ETAT**



**JUSTICE
DE CLASSE**

RENOU.

Courrier des lecteurs

Répondant au vœu de nombreux lecteurs, « T.S. » publiera désormais un **Courrier des lecteurs**.

Un certain nombre de lettres nous sont parvenues pendant les vacances :

Michel et Bernadette **Duchier (38-Rousillon)** notent une amélioration de « T.S. » quant au contenu, mais demandent une meilleure présentation. La rubrique culturelle devrait se composer d'analyses, réflexions, commentaires, interviews.

Trois lettres intéressent la politique sociale : l'escroquerie des cotisations « retraites » (Mme **Lenoble, 73-Mercury**) - (M. R. **Georges, 95-Goussainville**) et la situation des mères, chefs de famille (Mme Suzanne **Reynaud, 83-Barjols**) ; deux lettres sur l'armée (les Relations Publiques dans l'armée (Odile **Dhavenas, Paris-20^e**) et la **Réforme de l'armée** : par mesure de sécurité vis-à-vis de notre correspondant, nous ne mentionnerons pas son nom.

L'article de **G. Gontcharoff** sur la scandaleuse opération du Parc de La Vanoise, paru dans « T.S. » du 1-10-1970, répond à Pierre **Montagu (Paris-4^e)**.

Nous voudrions assurer nos correspondants que leurs lettres sont prises en considération par les membres du Comité de Rédaction ; des lettres pourront, en fonction de leur intérêt, soit être publiées (celle, par exemple, de Christian **Porta de Franconville-95**), soit transmises aux responsables des grandes rubriques, afin d'utiliser ces documents pour des articles futurs.

Monsieur le Rédacteur en chef

Voici la mésaventure qui nous est arrivée :

Le 24 septembre 1970, nous sommes 250 à 300 jeunes de nationalités différentes qui sommes arrivés dans le Beaujolais, attirés par une brochure prometteuse et alléchante qui prétendait organiser en plus des vendanges une rencontre internationale de jeunes. Cette organisation a pour nom : « Camp Agricole international », et pour dirigeant Jean-Pierre Saal, qui se dit « étudiant grenoblois ».

La brochure citait dans son comité de patronage le nom de plusieurs personnalités importantes sur le plan régional et national : M. Comiti, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports ; M. Dubedout, maire de Grenoble ; M. Germain, maire de Villefranche-sur-Saône ; M. Vuillermet, président du S.I. du Rhône ; M^e Claudet, président du S.I. de Villefranche ; M^e Ducroy, député.

De ce fait l'organisation paraissait sérieuse. Et l'impression générale de la plaquette laissait supposer une prise en charge constante des participants par l'organisation.

La brochure signalait notamment l'existence :

- d'un programme culturel,
- de Dyonisies beaujolaises sur le stade de Villefranche,
- de soirées chaque soir de 20 à 22 h,
- de magasins, d'hôtels, de restaurants de Villefranche, de Belleville, du Beaujolais, faisant une réduction sur présentation de la carte de participant du Camp Agricole International.

Sur la foi de telles promesses, chaque participant a versé 95 F comme prix d'inscription.

Après une visite sommaire du Beaujolais (Leutigné, Le Perroir, Vaux, Brouilly et Belleville), une dégustation dans deux caveaux et une réception à la mairie de Belleville, rien de ce qui a été cité ci-dessus n'a été réalisé.

En effet, après la journée « Visite du Beaujolais » du 24 octobre, l'organisation s'est contentée de placer ses participants par petits groupes chez les viticulteurs du Perreon, de Leutigné, de Chirouble, de Quincié, de Fleurie, les laissant seuls face à face avec ceux-ci.

Cette organisation, le Camp Agricole International, s'est révélée n'être en fait qu'un simple organisme de placement, coûteux puisque chaque participant paye 95 F d'inscription et chaque vigneron 20 F par vendangeur.

Dans leur majorité, les vignerons se sont conduits « correctement » à l'égard de leurs vendangeurs. Mais certains, quand ils avaient des étudiants (es) étrangers (es) n'ont pu résister à la tentation d'abuser de la situation, leur imposant un horaire de travail supérieur à 9 h, ne les payant pas au tarif en vigueur (voire pas du tout), exigeant d'eux un rythme égal à celui des ouvriers agricoles professionnels. Isolés, parlant et comprenant mal le français, ces étudiants représentaient une proie facile.

Personnellement, je ne suis ni chauvin, ni nationaliste, mais je regrette que de jeunes étrangers (Hollandais, Belges, Allemands, Italiens, mais aussi Libanais, Irlandais, Pakistanais) aient fait connaissance avec notre pays dans de telles conditions.

Nous avons contacté le maire de Villefranche : M. Germain, qui a à son tour contacté le sous-préfet, M^e Claudet, président du S.I. de Villefranche. Ils nous ont dit leur avoir donné un accord purement formel à cette entreprise et qu'ils allaient s'occuper de l'affaire.

Une plainte écrite a été déposée auprès du Procureur de la République de Villefranche.

Michel Meunier

Chers camarades,

Afin d'ajouter un témoignage supplémentaire aux scandales quotidiens de l'exploitation des nécessités de logement, je vous communique les procédés employés par la Préfecture du Val-d'Oise envers les « privilégiés » qui obtinrent une attribution à Franconville-Centre dans des immeubles gérés par G.E.S.I., rue de Taitbout (Paris).

Nous sommes, ma femme et moi, de la Section de Pontoise, l'une Institutrice remplaçante et l'autre Assistant à la Jeunesse et aux Sports.

Vers la fin juin, nous avons postulé pour un appartement sur le 1^o des employeurs (en l'occurrence la Préfecture représentant l'Etat, le plus réactionnaire des patrons). Début juillet, nous apprenons que nous avons une attribution à Franconville-Centre pour un F3 à 390 F, nous acceptons. Mais il fallait déchanter, ce qui devait être disponible pour le début août ne le fut que début septembre et au prix de 600 francs par mois ! Première erreur d'information de la Préfecture, le

loyer n'était pas de 390 F, sans charges mais de 470 F auxquels s'ajoutaient 100 F de charges et 30 ou 80 F de supplément **obligatoire** (que vous ayez ou non de voiture) pour un parking ou un box. Il y eut des protestations et finalement G.E.S.I. nous annonça que le propriétaire avait consenti après entretiens à la Préfecture à baisser les loyers de 90 F, mais les parkings étaient maintenus obligatoires. Certains s'étant fondés sur les premiers chiffres avaient donné leur préavis dans leur domicile précédent ou comme moi qui occupait un appartement de fonction dans l'établissement qui m'employait comme éducateur, durent accepter l'amertume à la bouche ces conditions d'affaireur.

Mais tout n'était pas fini, il fallut attendre plus d'une semaine pour avoir l'eau et l'électricité et vivre à la chandelle et en camping ; vingt-huit jours après l'emménagement arriva enfin le gaz tandis qu'il n'y a toujours pas d'eau chaude ; cependant et malgré ces graves carences nous payons toujours les charges à 100 F ce qui fait un bénéfice net pour les propriétaires. Plusieurs lettres furent égarées, arrivèrent en retard ou furent réexpédiées car l'administration des postes ignorait le nom de notre rue (nom qui était connu de la Mairie depuis longtemps). Actuellement il n'y a aucune dénomination écrite et de surcroît les boîtes à lettres ne se trouvent pas encore fixées dans le hall.

Dans une illumination délirante, l'architecte ou le propriétaire a fait installer des sèche-linge électriques ! Au prix du courant électrique, ces appareils ne seront jamais utilisés. Il est interdit de faire sécher du linge sur les super-balcons-loggias-jardins-suspendus qui différencient dans l'esprit de l'architecte ou du propriétaire notre immeuble caserne d'un H.L.M.. Comptant sur ma quittance de loyer dès le début du mois pour pouvoir percevoir mon allocation logement, j'attends toujours et je ne suis pas le seul.

Les cadences imposées aux ouvriers font que les immeubles sont des tissus d'imperfection, murs non d'équerre, papiers peints mal joints, vide-ordures ou cuvettes de W.C. mal scellés. Le vacarme des machines et des engins qui terminent à la hâte les autres immeubles, les hurlements des juteux-contremaîtres et la poussière nous mettent à dure épreuve.

Et pour finir il a fallu verser dès le début 1.910 F, c'est-à-dire le loyer de septembre et deux mois de garantie, plus 50 F de frais de dossiers. Avec les traitements de l'administration c'est dur, on emprunte, l'épouse ira travailler, ce sera la course démentielle aux crèches. Ma femme doit faire son métier d'institutrice remplaçante dans un village rural à 25 kilomètres de là. Gageons qu'elle fera autre chose que d'apprendre l'histoire de la bourgeoisie française à ces élèves.

Christian Porta

Qu'ils relisent Ubu Roi

Père Ubu : Je vais d'abord réformer la justice, après quoi nous procéderons aux finances.

Plusieurs magistrats : Nous nous opposons à tout changement.

Père Ubu : Merdre. D'abord, les magistrats ne seront plus payés.

Les magistrats : Et de quoi vivrons-nous ? Nous sommes pauvres.

Père Ubu : Vous aurez les amendes que vous prononcerez et les biens des condamnés à mort.

Les magistrats : Horreur. Infamie. Scandale. Indignité. Nous nous refusons à juger dans des conditions pareilles.

Père Ubu : A la Trappe les magistrats !

Mère Ubu : Eh ! que fais-tu, Père Ubu ? qui rendra maintenant la justice ?

Père Ubu : Tiens ! moi. Tu verras comme ça marchera bien.

L'éditorial de R. Chapuis

« colonies » qu'il faut aller chercher les colères de la justice bourgeoise. 1936 sera un coup de tonnerre : les comptes se régleront plus tard, du procès de Riom au meurtre des résistants. Après 1945, la justice coloniale sévira plus durement que jamais. Mais déjà la police commence à savoir se passer de la justice qui n'a plus qu'à couvrir les agissements de ses « auxiliaires ». Qu'on se souvienne de l'affaire Audin ? La police militaire laisse bientôt la place à la police civile : l'affaire Figon, l'affaire Ben Barka. Justice sera faite, disait de Gaulle à la mère de notre ami Mehdi Ben Barka : quelle justice ?

Peu à peu justice et police se confondent. Les jurés de Lyon qui ont acquitté Raton le savent bien, depuis qu'ils ont reçu des lettres de menace. Est-ce donc pour éviter un « escadron de la mort » que la justice s'est faite plus sévère ?

Le développement accéléré du capitalisme inquiète la bourgeoisie ; pour éviter la crise sociale qui menace, il faut un pouvoir fort. Le gaullisme a habillé cette grande peur montante. De Gaulle en a profité : contre l'armée, contre l'O.A.S. Il en a pâti après Mai 68. Pompidou en a profité à son tour. Il en profite encore. Avec lui au moins les grandes formes sont sauvées :

— le parlement peut faire semblant de parler, il a même le droit de voter la confiance, comme au bon vieux temps ;

— la Justice a le droit de juger. On lui offre même des criminels « sur un plateau » : des voleurs (Fauchon), des saboteurs (Dunkerque), des assassins (Lyon), des incendiaires (Bolo) et tous ces pousse-au-crime qui ont le front de rester innocents et que l'on est obligé de frapper pour les convaincre de violences à agents (directeurs et vendeurs de « la Cause du Peuple », gauchistes et syndicalistes de tous bords). Si l'on manque de matière, on adapte la loi à la situation : de l'aveu de Marcellin, la dissolution de « la Gauche Prolétarienne » devait permettre d'arrêter ses militants pour reconstitution de ligue dissoute... Et puis un procès en entraîne un autre : s'il n'y avait pas eu le procès Le Bris et Le Dantec, il n'y aurait pas eu celui de Geismar cette semaine. A quelles peines seront condamnés les militants arrêtés le 20 octobre ?

Les juges en arrivent à perdre la tête, c'est humain : 6 mois de prison ferme pour une inscription sur un pont, un an pour « reconstitution de ligue dissoute », la privation des droits civiques et familiaux pour



des jeunes de 20 ans. Même l'objection de conscience redevient une forme de délinquance. En entendant l'Internationale, les juges se prennent pour des Versaillais.

Après la mort de l'institution parlementaire voici celle de l'institution judiciaire. Les masques tombent et l'exception devient peu à peu la règle : on s'habitue aux interpellations, aux arrestations, aux interminables détentions préventives. Naguère la condamnation de Frédérique Delange à un an de prison soulevait un tel émoi qu'elle ne pouvait être maintenue dans la forme. Aujourd'hui Liban et Marti, condamnés à la même peine, pour un pur délit d'opinion, provoquent des murmures mais restent en prison. Quant à Geismar, il s'en faut de peu qu'on ne l'accuse d'avoir frappé au Québec. La justice se dévoile : elle a le visage du bourgeois bouffi qui crève de peur et tire dans l'ombre pour se rassurer.

Se trouvera-t-il toujours des juges pour accepter un rôle de « chiens de garde » ? La magistrature n'est pas à l'abri de la lutte des classes : en ridiculisant l'indépendance qu'elle prétendait lui donner, la bourgeoisie n'entraînera-t-elle aucune réaction, aucun combat ?

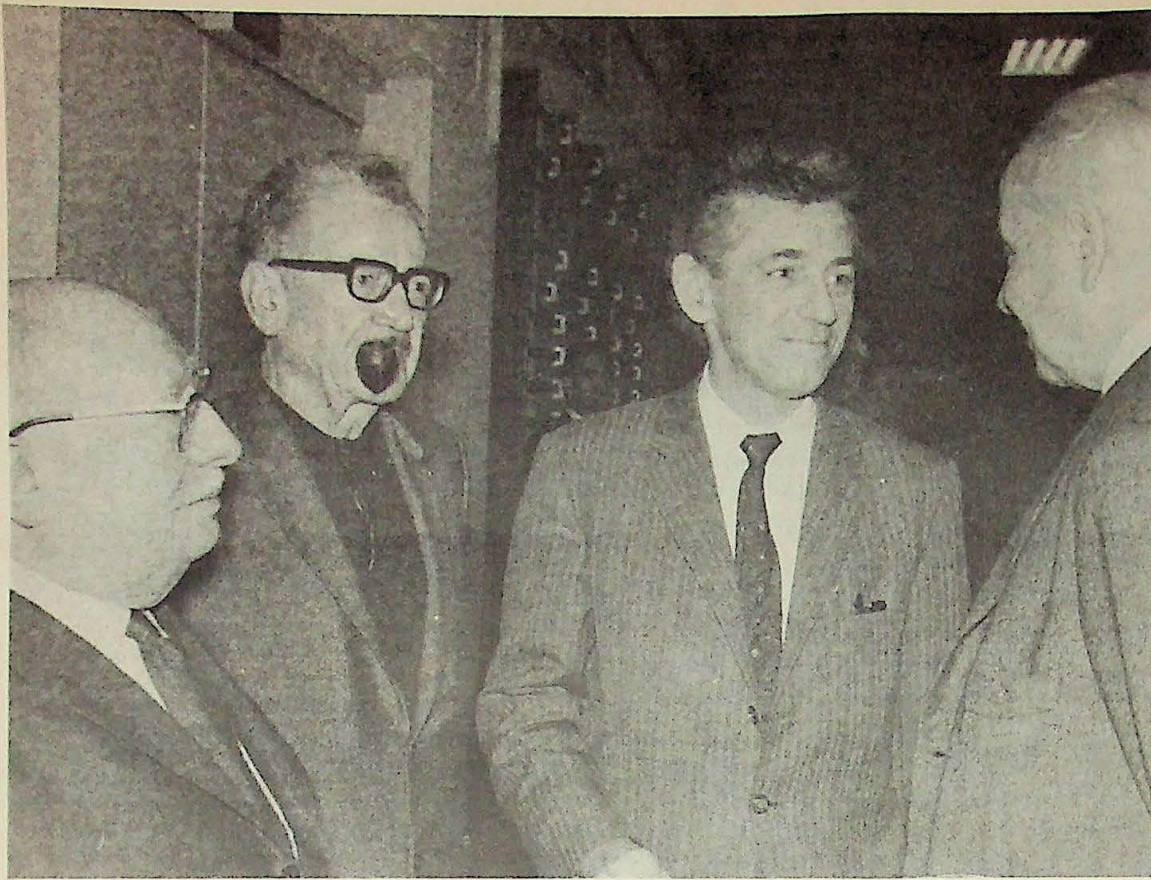
Pour les travailleurs qui ont déjà l'expérience de la « justice » patronale, la leçon est évidente : il n'y a de justice que dans la lutte pour un monde plus juste, dans la solidarité avec les opprimés et les victimes, dans la dénonciation de la parodie bourgeoise de la justice. Ils savent que l'avenir dépend de leurs luttes d'aujourd'hui :

- le « Secours Rouge » partout,
- solidarité avec les militants emprisonnés et avec ceux qui subissent le plus durement la répression,
- la France ne sera pas le Brésil,
- la lutte pour la liberté d'Alain Geismar, c'est la lutte pour la liberté de tous,
- non à la justice de classe !

L'école primaire nous a peuplés d'images. L'Etat est juste : regardez Saint-Louis sous son chêne. La République est juste : les droits de l'homme sont garantis par la Constitution. Contre l'arbitraire royal, il fallait faire de la justice une institution et séparer les pouvoirs : l'exécutif, le législatif, le judiciaire. Les Juges seront justes.

Voilà ce que nous ont appris les livres. Mais la réalité nous a appris que les lois républicaines ont servi de déguisement aux intérêts et aux ambitions de la bourgeoisie. Avec persévérance, celle-ci s'est assurée le contrôle du parlement pour faire la loi et celui du gouvernement pour l'exécuter. Pour la faire respecter, elle a tiré les juges de son propre sein ou les a mis à son service, sans bruit, sans violence inutile, avec tolérance même.

Aux cas individuels, on accorde une grande attention avec une grande sérénité. Mais l'indépendance de la justice s'arrête là où les intérêts collectifs de la bourgeoisie sont en jeu. Si l'on s'attaque non plus à des personnes, mais à la société bourgeoise, si la bourgeoisie — devant les risques d'une crise en la pression des travailleurs — s'inquiète de son avenir, brusquement la machine judiciaire s'emballa. Procès des communards, procès des anarchistes, affaire Dreyfus, procès des grévistes, procès des insoumis... Sans doute entre les deux « grandes » guerres, la domination bourgeoise a-t-elle été si forte que les scandales l'ont parfois emporté sur l'injustice. L'affaire Sacco-Vanzetti, c'était ailleurs. Mais c'est dans les



politique intérieure

Un avenir incertain

Jean-Marie Vincent

Le parti communiste français est un grand pari. Dans son rapport au dernier comité central, Georges Marchais a tenu à le rappeler. Et il avait des raisons pour le faire. Depuis plusieurs mois le P.C.F. a fait la preuve de sa résistance et de sa solidité. Le « gauchisme » que les dirigeants communistes ont un moment considéré comme un danger majeur n'est plus aujourd'hui qu'une gêne secondaire. On peut, bien sûr, envisager que les groupes révolutionnaires surmontent peu à peu leurs difficultés, et que le P.S.U. parvienne à capitaliser ou à consolider l'influence diffuse qu'il possède. Mais la constitution d'un mouvement politique de masse se battant sur des perspectives réellement révolutionnaires n'est pas pour tout de suite, elle reste une tâche à accomplir. En ce sens le P.C.F. n'a pas tort de se sentir plus rassuré. En outre, il est à peu près évident que le régime et le gouvernement en place n'ont aucune envie de menacer directement l'existence du parti, son rôle comme principale force d'opposition de gauche, même s'ils convoitent une partie des municipalités communistes et même si la « nouvelle société » de Chaban ne peut se passer de forces plus ouvertement réformistes et plus facilement intégrables.

Des doutes sur l'avenir

Le parti communiste est effectivement un grand parti. Mais les débats du comité central

ont montré qu'il ne pouvait se départir d'une sourde inquiétude, d'une crainte plus ou moins inavouée devant l'avenir. Georges Marchais a réaffirmé tout le prix que la direction communiste attachait à l'unité d'action avec la gauche non communiste et plus particulièrement avec le parti socialiste. Tourné vers ce dernier il a déclaré avec solennité : « Le parti socialiste a déclaré à plusieurs reprises qu'il avait des questions à poser à notre parti. Que ce soit dans nos prises de position publiques ou au cours des conversations entre nos partis, nous avons répondu à toutes ces questions, nous n'en avons esquivée aucune. Dans ces conditions, nous avons nous, une question à poser au parti socialiste : pourquoi ne s'engage-t-il pas résolument sur la voie de l'union avec la force principale du combat pour la démocratie et le socialisme en France, c'est-à-dire avec le parti communiste français ? Voilà la question qu'on se pose et pas seulement ici, au comité central du parti communiste français, mais chez les travailleurs, dans les masses. »

En réalité, il est assez frappant que Georges Marchais n'ait pas osé tabler sur la certitude d'une réponse positive à cette interrogation dans les passages suivants de son rapport. Il promet l'avenir le plus sombre au parti socialiste, si celui-ci se refuse à l'union de la gauche, mais il ne peut écarter totalement l'éventualité d'un passage massif des élus

socialistes (on ferait mieux de parler de sociaux-démocrates !) sur les positions du centrisme « moderniste ».

Il reconnaît d'ailleurs que cette évolution centriste en cours n'est pas le fruit du hasard, mais correspond à des orientations délibérément favorisées par la bourgeoisie : « La grande bourgeoisie cherche avec l'opération Servan-Schreiber, à assurer à sa politique le concours de la gauche non communiste. C'est ce qu'elle avait en vue en mettant sur pied l'entreprise des Pisani, Abelin et Chandernagor. C'est ce qu'elle a cherché à réaliser lors de l'élection de Bordeaux avec Servan-Schreiber. » Ou encore, dans un autre passage du rapport : « L'objectif fondamental des efforts de la grande bourgeoisie dans ce domaine est d'intégrer l'opposition non communiste, tout comme elle voudrait, sur le plan social ; intégrer la classe ouvrière à son système. » On peut même constater qu'à cet égard les membres du comité central ne se sont pas montrés plus optimistes que leur secrétaire général adjoint. L'analytique des débats publié dans l'« Humanité » indique en fait que selon les membres du C.C. la gauche non communiste et le parti socialiste sont menacés de désintégration à plus ou moins brève échéance.

Une analyse incomplète

Ce commencement de lucidité ne va toutefois pas très

loin, en tout cas certainement pas jusqu'à une analyse de la crise du réformisme classique. Pour les dirigeants communistes n'entrent en effet en ligne de compte que les tentatives d'intégration de la bourgeoisie, ils ignorent ou veulent ignorer les raisons qui, même en l'absence de manœuvres de corruption directes des capitalistes, poussent les organisations réformistes traditionnelles à abandonner leurs orientations anciennes. En d'autres termes, ils essaient de faire comme si les réformistes sociaux-démocrates n'étaient pas travaillés eux-mêmes par la conviction qu'au stade actuel du capitalisme, il n'est plus possible de gérer loyalement les affaires de l'Etat bourgeois tout en permettant à la classe ouvrière de disposer d'une force de pression non négligeable et d'une marge de manœuvre notable. Et, c'est vrai qu'à l'heure où les grandes firmes capitalistes cherchent à contrôler le plus étroitement possible et sur plusieurs années, le mouvement des salaires et de la productivité, où l'Etat lui-

même est obligé d'intervenir pour faciliter l'accumulation du capital et l'extraction de la plus-value, il y a peu de chances de s'opposer à ces tendances sans mener les combats de classe jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la chute de l'Etat bourgeois. Bien évidemment, les réformistes n'en ont aucune envie et ils n'en ont jamais eu envie. Il ne leur reste donc plus qu'à s'adapter et à se faire les agents d'une « gestion moderne » et de l'intégration des travailleurs.

Certes, l'évolution de la social-démocratie française vers le grand parti démocrate à l'américaine n'est pas rectiligne. Les traditions et les implantations anciennes font encore sentir leur influence. La clientèle du parti socialiste dans les classes moyennes salariées ou dans la paysannerie conserve pour une bonne part des sentiments anticapitalistes. Il y a aussi sur le plan électoral la concurrence du P.C.F. et du P.S.U. qui empêche les vieux routiers sociaux-démocrates d'abandonner trop vite le langage plus ou moins révolu-

Librairie

TRIBUNE SOCIALISTE

EDITIONS MASPERO

- LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ARABE, N. Weinstock 5,90
- LA PENSEE DE CHE GUEVARA, M. Lowy 5,90
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION CULTURELLE PROLETARIENNE EN CHINE, Jean Daubier 18,80
- CONTRE LE COURANT, Lénine-Zinoviev en deux vol. Chaque 15,00
- L'INSURRECTION ARMEE, A. Neuberg 15,00

EDITIONS ANTHROPOS

- MARX et ENGELS, D. Riazanov 15,00
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine 20,00
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine 15,00
- LA PENSEE POLITIQUE DE GRAMSCI, J.-M. Piotte 22,10
- LE SOCIALISME CUBAIN, Hubermann et Sweezy 22,10
- INTRODUCTION A L'ECONOMIE POLITIQUE, R. Luxembourg 22,10

E.D.I.

- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier 4,00
- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 12,50
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION - LES GUERRES D'ASIE, P. Naville 18,50
- LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LE POUVOIR, M. Perrot et A. Kriegel 11,50
- LENINE, G. Lukacs 5,90
- BLANQUI, M. Dommanget 9,50

Ouvert de 9 h à 19 h

Samedi de 9 h à 13 h

54, bd Garibaldi, Paris 15^e

C.C.P. 58.26.65

tionnaire. Mais la décadence du réformisme classique n'est pas moins irrémédiable : il ne peut faire autre chose que de rejoindre le camp des « réformateurs » bourgeois. Et c'est bien là que le bât blesse le parti communiste, car il base toute sa stratégie sur l'alliance à long terme avec la social-démocratie dans un cadre électoraliste et légaliste. Au fond il ne se préoccupe pas de faire évoluer vers des positions ouvertement anticapitalistes les masses qui suivent la social-démocratie, il ne peut donc exercer d'autre pression sur celle-ci que celle de la puissance de son organisation et de son appareil. Ce faisant, il ne fait qu'alimenter dans une grande partie du P.S. (ou de la Convention) les craintes des

uns ou des autres face au « totalitarisme stalinien ».

Le parti communiste est effectivement un grand parti, mais chez lui l'imagination n'est plus au pouvoir. Malgré le nouveau style de ses meetings, il n'offre en réalité que des choses archi-connuës, trop connues dans la conjoncture présente. Prenons par exemple la façon dont le dernier comité central a traité du problème des élections municipales. Il a mis au point un projet de contrat avec les autres organisations de gauche proposant une gestion sociale, moderne et démocratique des municipalités. L'ennuyeux est que ces adjectifs ne disent rien de précis et qu'ils laissent dans l'ombre la question essentielle : que faire contre l'enveloppement des

municipalités par les conditionnements politiques du pompidolisme et sociaux du régime capitaliste ? Il ne suffit sûrement pas de réclamer plus de crédits pour changer le train-train de municipalités, pour empêcher leur embourgeoisement accéléré. Il ne suffit pas d'avoir des positions semblables à celles adoptées par le dernier conseil national du parti socialiste, pour que la social-démocratie s'interdise les accords les plus divers.

Oui, vraiment le parti communiste est un grand parti, mais le restera-t-il indéfiniment ? On peut se poser la question en constatant son impuissance devant la désagrégation de la vie politique traditionnelle. Il ne fait plus guère que défendre des positions déjà acquises.

transports au développement conscient et maîtrisé de la ville, détruire les privilèges de ceux qui peuvent payer pour s'offrir plus de confort que les autres.

Voilà pourquoi il est facile de prouver que le montant des crédits si généreusement alloués par le gouvernement ne permettra même pas d'enrayer la dégradation croissante des conditions de transport dans la région parisienne.

Pauvre banlieue

De fait, la marque la plus scandaleuse de la crise actuelle est constituée par les transports Paris-banlieue et entre communes de banlieue. Compte tenu du départ des classes populaires de Paris qui sont contraintes d'aller se loger en banlieue, le nombre des déplacements Paris-banlieue s'accroît sans cesse. Quels sont donc les investissements prévus pour le métro et la S.N.C.F. en ce domaine ? Rien pour le métro, à l'exception de la confirmation d'une décision déjà prise, à savoir la prolongation de la ligne numéro 8 de Maisons-Alfort à Créteil : soit 1 km et demi de voie.

Pour la S.N.C.F., ce sont seulement deux débranchements de lignes déjà existantes qui permettront d'assurer la desserte des villes nouvelles de Cergy et d'Evry.

De telles propositions ne sont pas suffisantes : elles sont dérisoires, sans aucun rapport avec l'urgence et l'acuité du problème pour les travailleurs.

Certes, des projets d'autoroutes de dégagement urbain sont annoncés. Mais à ce propos les conclusions du Livre noir des transports parisiens sont sans appel : elles démontrent l'impossibilité de résoudre la crise des déplacements quotidiens domicile-travail par la construction d'autoroutes. Non seulement le coût des investissements autoroutiers rapporté au nombre d'usagers em-

pruntant cette voie est bien supérieur au coût des investissements pour les liaisons ferrées, mais aussi, en l'état actuel des transports collectifs, toute autoroute de dégagement urbain est nécessairement saturée aux heures de pointe dans l'année qui suit sa mise en service. Cela augmente d'autant les temps de transport. Mais une telle mesure contraint tout habitant de banlieue à rêver de posséder une automobile, et à l'acheter dès que le minimum d'économies nécessaire est disponible. Autant de gagné pour les constructeurs automobiles et toutes les branches industrielles concernées par cette production.

La répartition de la pénurie

Dans Paris intra-muros, la gravité de la crise a atteint un stade plus avancé : c'est pourquoi, pour enrayer le blocage total prévisible, l'achèvement de la partie centrale du R.E.R. et le raccordement de deux lignes de métro sont programmés.

Il ne s'agit pas ici de comparer l'urgence respective de l'achèvement du R.E.R. et de la prolongation de lignes de métro en banlieue : la répartition de la pénurie n'est pas notre problème.

Sur le seul terrain choisi par le gouvernement, celui des investissements, il est facile de démontrer la politique gouvernementale. Sur d'autres terrains, Pompidou-Chaban sont plus silencieux ; sur la prétendue rentabilisation des services publics et les hausses prévues de tarifs par exemple.

C'est souligner que le front ouvert contre le scandale des transports peut permettre le déplacement d'actions de masse portant des coups au pouvoir. Le temps des protestations platoniques est dépassé ; celui des actions de masse et des manifestations est déjà commencé. Il faut nous hâter pour l'amplifier.

Le scandale des transports publics

Jean-Claude Vessilier

Les prises de position de la Fédération des comités d'usagers des transports de la région parisienne ont clairement démontré la nature du choix décisif en matière de transport urbain. Ou bien une priorité effective et absolue aux transports collectifs, ou bien la prolongation actuelle de la tendance entraînant une perte de temps croissante pour les usagers, des conditions de transport de moins en moins physiquement supportables, et le développement de la pollution atmosphérique causée par la circulation automobile.

Le pouvoir a compris l'importance de l'attaque qui était portée contre lui : en conséquence, il cherche à biaiser et à jeter de la poudre aux yeux. Il ne faut pas sous-estimer l'impact publicitaire des artifices

utilisés. Mais ce sont des artifices bien faciles à démonter.

La propagande avait bien été orchestrée, ce fut Pompidou lui-même qui présida le Conseil interministériel qui s'est réuni le 15 octobre pour décider de l'enveloppe financière qui sera affectée aux transports urbains pendant le VI^e Plan. Pour bien affirmer la sollicitude du Président de la République envers ses sujets, Pompidou décida, en cette même réunion, quels seront les grands investissements à réaliser de 1971 à 1975.

Le refus de choisir

Pourtant la décision la plus marquante du gouvernement est sa réponse de normand. Quatorze milliards sont affectés aux transports dans la région pari-

sienne : sept milliards pour les investissements routiers et sept milliards pour les transports collectifs (métro et S.N.C.F.). Couper ainsi la poire en deux, c'est, semble-t-il, refuser de choisir.

Ce refus apparent de choisir n'est que le reflet d'un choix qui a été effectivement fait par le pouvoir : ne pas prendre les moyens qui accorderaient une priorité effective aux transports en commun et fonderaient une politique des transports au service des usagers et des travailleurs.

N'ayons pas d'illusions, et surtout ne donnons pas d'illusions aux travailleurs : le pouvoir est incapable de promouvoir une autre politique des transports. Sinon cela voudrait dire s'attaquer aux « lobbies » de l'automobile et du pétrole, intégrer l'organisation des

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

16 - Les Travailleurs immigrés. Le numéro 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

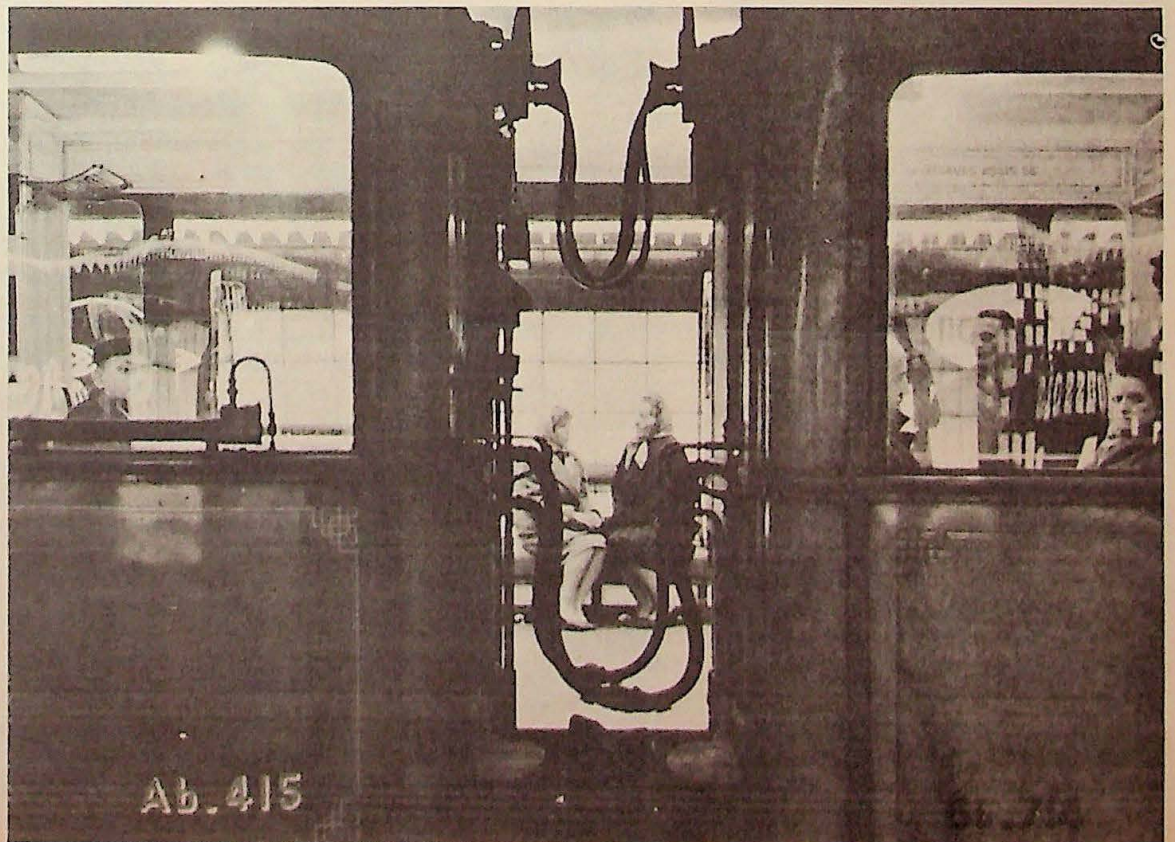
N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.



Grèves à l'imprimerie de l'I.N.S.E.E.

Depuis six semaines, les imprimeurs de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques ont entamé une lutte dure et de longue haleine, sous forme d'une grève du rendement qui entrave la bonne marche de plusieurs services de l'Institut.

Les revendications qui justifient cette lutte ne sont pas neuves : certaines d'entre elles remontent à près de vingt ans ! La liste est longue : conditions de travail et d'hygiène scandaleuses, éventail des salaires aberrant, statut indéfini, licenciements abusifs, rien n'y manque. De promesses en promesses, de délais en délais, la situation est devenue intolérable pour tous.

L'événement qui mit le feu aux poudres fut un heurt entre le chef du personnel et l'unique manutentionnaire de l'imprimerie, qui eut le malheur de protester un jour vertement contre la manière peu tendre avec laquelle on sollicitait ses services. Mal lui en prit : il fut roué de coups devant témoin..., puis muté « pour incompatibilité d'humeur ».

La goutte fit déborder le vase. A la rentrée, les salariés se sont mobilisés brutalement. Leur action dure encore. Affaire à suivre.

La Lorraine en lutte

Le patronat de la sidérurgie lorraine a de grands projets. Confrontés avec la nécessité de rentabiliser la production d'acier, les patrons ont peu à peu admis l'idée de jouer dans le développement de la sidérurgie, une autre carte que celle, traditionnelle, de la Lorraine.

Le minerai lorrain n'est pourtant pas en voie d'épuisement. Il a la même qualité que le minerai luxembourgeois ou sarrois. Mais il est vrai que les patrons d'Outre-Rhin ont su moderniser leur équipement plus tôt que la famille de Wendel. Comment dans ces conditions rester compétitif ? De Wendel-Sidelor apporte trois réponses :

● Fermer les usines les plus vétustes petit à petit, en évitant des licenciements trop massifs.

● Augmenter la productivité des usines qui fonctionnent, par une aggravation des conditions de travail des ouvriers encore employés.

● Prévoir pour 1975 et peut-être avant le démarrage d'un énorme complexe sidérurgique à Fos-sur-Mer près de Marseille, dans le cadre de l'opération baptisée « Grand Delta ».

Les conséquences de ces projets se manifestent dès maintenant par des licenciements dont le nombre augmente de jour en jour (près de 3.000 depuis 1966 chez de Wendel). Elles se manifestent aussi par le souci du patronat de produire plus (actuellement 24 millions de tonnes) avec moins de personnel et des installations vétustes.

Cela suppose une augmentation des cadences, et le passage à des entreprises de sous-traitance d'un cer-

tain nombre de tâches d'entretien et de réfection. Enfin, comme il faut éviter des grèves trop dures amenant des baisses de production, la direction n'hésite pas devant la chasse aux militants, et l'utilisation en cas de conflits des possibilités de dépannage dans le cadre du trust.

La riposte

Faire le bilan des luttes menées depuis 67 et organiser la riposte à l'offensive patronale, tel était le but de nos camarades sidérurgistes et mineurs de fer réunis à Nilvange dimanche dernier. Venus de Longwy, Thionville, Hayange, Hagondange, ils ont jeté les bases d'une intensification de la lutte politique pour les mois à venir.

Le bilan des luttes a montré qu'en 1969, tous les trusts ont connu des mouvements très durs :

● *A la Sollac* : il n'y a pas eu un jour sans grève. La plupart des mouvements, partis de la base, puis soutenus par les syndicats, avaient comme objectifs les disparités de salaires et les conditions de travail.

Pour la première fois, des mouvements ont été déclenchés dans le personnel administratif et chez les mensuels.

● *Chez de Wendel-Sidelor* : confrontés depuis 4 ans à l'aggravation des conditions de travail, les ouvriers ont mis en avant la disparité des salaires et de la mensualisation. Des luttes très dures ont eu lieu en 1968-1969.

Le patronat, à la rentrée, a accordé une réduction d'horaires (de

47 à 45 heures) sans réduction de salaire. Pourtant, les problèmes de mutations, de disparité de salaires continuent d'exister. L'augmentation massive du montant des loyers est aussi vivement ressentie.

● *A Usinor* : un plan de chômage a été établi alors que la situation financière est florissante. Depuis 1967, les grèves se sont multipliées contre les fermetures de chantiers, mais également pour le contrôle des mutations et de la structure des salaires. En 1969, des grèves par roulement ont eu lieu contre les critères de classification professionnelle.

L'énorme combativité des sidérurgistes et des mineurs de fer s'est souvent heurtée à une absence de coordination dans les différentes vallées. Cette constatation a permis de

poser le problème du débouché politique des grèves menées depuis deux ans.

La nécessité d'une lutte politique

La rencontre interfédérale de Nilvange a permis de dégager de nouvelles perspectives. Comment traduire la colère latente en termes politiques ? Quels moyens organisationnels se donner ? Les mineurs de Lorraine ont décidé de préparer l'assemblée régionale de paysans et d'ouvriers dans cette perspective. S'organisant autour des deux groupes de militants (Longwy et vallée de la Fensch), les sidérurgistes de Lorraine ont jeté les bases d'une coordination plus efficace du secteur sidérurgie et des luttes politiques qu'ils vont y mener.

Grève aux Presses Universitaires de France

Les employés de l'Édition et de la Librairie, traditionnellement calmes, semblent vouloir s'agiter.

Après les grèves de Mai 68 et mars 69 chez Hachette et la longue lutte, l'an dernier, à Encyclopaedia Universalis, les employés des Presses Universitaires de France sont mécontents.

Vendredi 16 octobre, à 80 %, le personnel de l'Édition et de la Librairie débrayait pour appuyer un cahier de revendications et élisait son comité de grève.

Pendant cette journée, un travail d'explication était fait par les grévistes auprès des clients, et plusieurs centaines de signatures furent recueillies, parmi lesquelles de nombreux universitaires et des auteurs de la maison.

Le personnel demande notamment :

— une augmentation non hiérarchisée de 120 F par personne.

— La stricte application des principes d'hygiène (dans les sous-sols en particulier).

— La suppression des horloges pointeuses (installées au moment même où Citroën supprimait les siennes !).

Le samedi 17 octobre, le personnel trouva les portes de la librairie verrouillées. La direction annonçait, par voie d'affiches, la fermeture de l'établissement, et la réouverture le lundi à 9 heures.

Cette mesure, ajoutée au silence total de la direction, a décidé le personnel à poursuivre la grève. Déjà des syndiqués C.F.T.C. ont rejoint leurs camarades de la C.F.D.T. dans la lutte.

Mais depuis samedi les revendications changent de forme : il ne s'agit plus uniquement de problèmes matériels : l'assemblée générale des travailleurs en grève détermine des priorités dans ses nombreuses revendications, et exige, en particulier :

— une demi-heure mensuelle d'information syndicale, sur le temps de travail.

— Le contrôle, par des délégués du personnel, des blâmes infligés par la direction.

— L'augmentation des effectifs, dans les services où le personnel est soumis à un sur-travail. Cette constatation doit être faite, bien entendu, par les travailleurs, et non par la direction.

Le personnel des P.U.F. a compris que rien, dans l'entreprise, ne sera obtenu sans un dur combat.

Au moment où, dans une librairie très proche, des licenciements abusifs ont lieu, où dans une maison d'édition classique confessionnelle (l'École), les brimades se multiplient, il est souhaitable qu'un tel mouvement soit connu par tout le personnel de cette branche particulièrement défavorisée.

Employés de Librairie et d'Édition, le patronat ne vous donnera que ce que vous prendrez.



M. Boussac continue

Après Fraize-Plainfaing, M. Boussac envisage de licencier mille travailleurs de la cotonnière de Fives. A l'annonce de cette nouvelle les 2.200 salariés de cette usine se sont mis en grève.

Grands magasins

Après la semaine d'action des travailleurs de ce secteur, la situation dans les grands magasins est de plus en plus trouble par la faute d'un patronat particulièrement rétrograde. La lutte continue - T.S. - en rendra compte dans le détail dans son prochain numéro.



Montbrison

Une petite usine de matériel de mécanique (300 salariés) est paralysée par la grève de quelques travailleurs qui occupent les ateliers. Ils ne veulent pas des 3 % d'augmentation que leur propose la direction, ils demandent 5 %.

Saint-Etienne

Après la onzième journée de grève en trois semaines aux Nouvelles Galeries de Saint-Etienne, la Fédération C.F.D.T. des Services a publié le communiqué suivant :

« Au début de l'après-midi un cadre de l'entreprise a foncé avec sa voiture sur le piquet de grève du dépôt et a renversé une gréviste. Les forces de police sont ensuite intervenues pour déloger les grévistes de devant le magasin. Devant de tels faits, il est impossible de ne pas remarquer que lorsque les circonstances sont difficiles pour les tenants du capitalisme, la violence camouflée qu'ils font peser sur les travailleurs s'exprime en violence ouverte. Les forces de police dans les conflits sociaux jouent toujours à sens unique, pour défendre les patrons.

La Fédération C.F.D.T. des services demande quelles suites judiciaires seront données à cette tentative d'homicide volontaire... »



On brade la S.N.P.A.

Jacques Ferlus

Après le téléphone, les autoroutes, l'énergie atomique, le pouvoir va-t-il entamer une nouvelle et grandiose braderie avec la S.N.P.A. (Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine)? Quelques événements récents ne sont pas propices à lever les inquiétudes que l'on peut avoir.

La S.N.P.A. est actuellement contrôlée à 51 % par le groupe financier d'Etat ERAP. Il y a quelques semaines, Total, dépendant de la très capitaliste Compagnie Française des Pétroles (C.F.P.), a pris une participation de 50 % dans « Aquitaine Organico », filiale de la S.N.P.A., qui depuis quelque temps se taille un petit succès sur le marché des matières plastiques. Le secteur privé n'a plus qu'un léger effort à faire pour contrôler cette société rentable immédiatement, ce qui n'est pas fréquent. C'est le premier élément d'inquiétude.

Deuxième élément, la S.N.P.A. possède des concessions d'excellent rapport à Rainbow Lake et sur la mer de Timor. Le profit est si bon qu'on n'a eu aucun mal à convaincre quelques capitalistes canadiens et australiens de se porter acquéreurs, à des conditions avantageuses, de parts de la S.N.P.A.

Troisième élément d'inquiétude, les milieux boursiers poussent l'ERAP à se désaisir de la majorité des 51 % qu'il détient dans le capital de la S.N.P.A.

Les réactions des travailleurs

L'émotion est donc grande à Lacq et le personnel est inquiet pour son sort. La direction générale a déclaré au comité central d'entreprise qu'une étude était effectivement en cours sur le principe de cession des activités du centre de recherche, de la thiochimie et de certains autres services fonctionnels. Les travailleurs du secteur chimie de la S.N.P.A. se voient proposer un nouveau contrat sur la base de la convention collective de la chimie dans ce qu'elle a de plus rétrograde. Ils jouissent

actuellement d'un contrat amélioré sur la base du statut du mineur.

Un comité inter-syndical (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.S.I., C.F.T.C., U.C.T., C.G.C.) envisage sérieusement « le démantèlement de la S.N.P.A. ». Il invite le personnel à se tenir vigilant et déclare qu'il a l'intention de procéder à des interventions auprès de la préfecture, ministère, Coder...

En fait les positions syndicales sont assez « attentistes ». Elles visent à défendre la S.N.P.A. telle qu'elle existe sans essayer de proposer aux travailleurs des initiatives dynamiques.

Pour une action de contrôle

Le problème est pourtant simple : si la S.N.P.A. est livrée aux intérêts privés, l'exploitation du gisement de gaz sera intensifiée et après son épuisement ce sera la mort de la région. Il s'agit donc pour les travailleurs de maintenir le plus longtemps possible l'exploitation du gisement de telle façon que leur avenir et celui de la région soient assurés. Pour cela ils doivent imposer leur contrôle. C'est ce que propose le groupe P.S.U. de l'entreprise et qui reçoit un accueil favorable. Les travailleurs de Lacq se souviennent encore de leur « grève sans grévistes » du printemps dernier. Aujourd'hui ils doivent recommencer à contrôler la production de gaz de manière à faire durer le gisement tout en veillant à une exploitation équilibrée. Que l'entreprise reste nationalisée ou qu'elle devienne privée, les travailleurs auront ainsi toutes les garanties et, mieux encore, un rapport de forces en leur faveur.

Pour mener à bien cette action, il est nécessaire que, sur le lieu du travail, on puisse s'organiser en comités de base, Comités qui auront à contrôler en permanence la bonne exécution des mandats qu'ils confient à leurs délégués.

C'est quand même autre chose qu'une délégation à la préfecture.

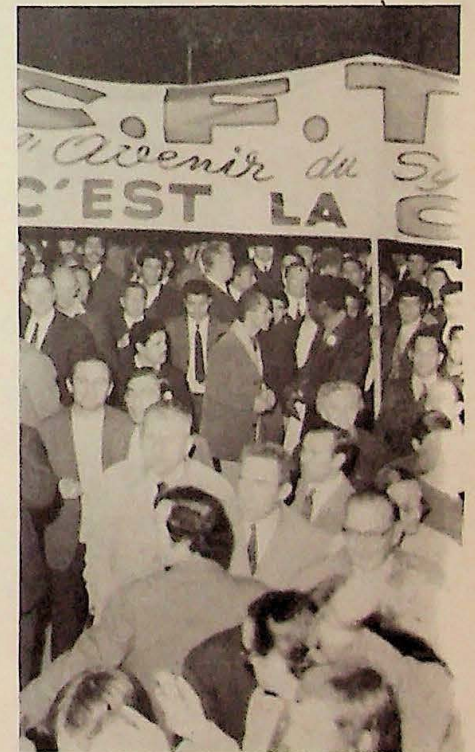
Sur le front des luttes

C.F.T. : un coup pour rien

Mercredi 14 octobre, 18 heures, la C.F.T. organise une manifestation sur l'esplanade des Invalides. C'est grand cette esplanade. Il y aura seulement un tout petit coin d'occupé par 2.000 personnes parmi lesquelles un bon nombre de travailleurs venus sur ordre et une proportion non négligeable d'autres venus là pour rigoler un bon coup. Les experts de la C.F.T. ont pour leur part compté 30.000 personnes... Ce sont les mêmes qui affirment sans sourciller que leur centrale regroupe 300.000 adhérents.

Pour l'abolition du servage

Le directeur de l'usine Pasquet à Argentré-du-Plessis est courroucé par les réactions de l'opinion après le suicide d'Albert Lefort, ce jeune travailleur coupable d'avoir eu les cheveux trop longs (voir « T.S. » n° 467). Ce directeur n'aime pas qu'on lui mette des bâtons dans les roues. Au moment où trois de ses salariés aux cheveux longs plaident contre lui devant les Prud'hommes, il s'est fait plébisciter par les autres travailleurs de l'usine. « Oui monsieur, vous êtes un bon patron » ont déclaré dans un vote secret 86 salariés victimes de l'ambiance du pays, du climat de l'usine, de la peur. Deux travailleurs seulement ont eu le courage de dénoncer les pratiques féodales et négrières de l'usine Pasquet. Albert Lefort n'est peut-être pas mort pour rien.



Perrier

Après la longue grève du mois de juin qui a paralysé la production et réveillé la conscience des travailleurs, la direction essaie de reprendre le contrôle des opérations en lançant un syndicat maison. Pour l'instant, il semble que, malgré des manœuvres d'intimidation, cette démarche rencontre peu de succès. Les syndicats ouvriers veillent.

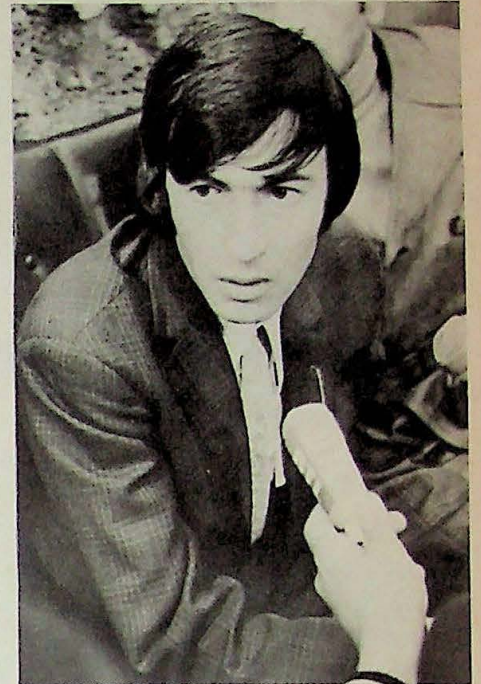
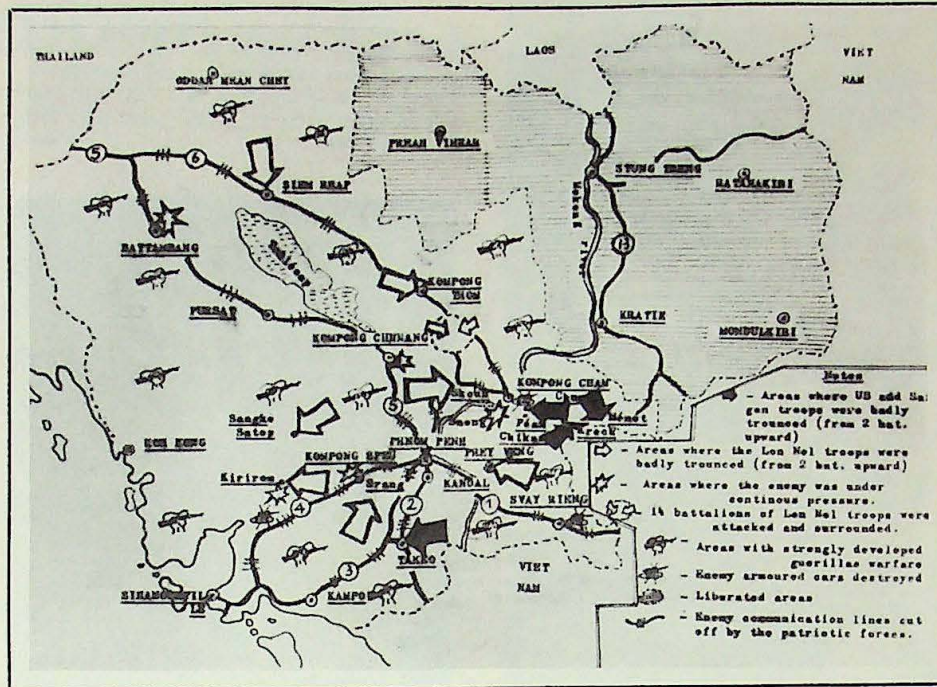
A l'hôpital de Créteil

Grève articulée à l'hôpital Moudor à Créteil, décidée par l'assemblée du personnel et appliquée malgré l'opposition de la C.G.T. à propos des conditions de travail. Le P.C. dénonce l'assemblée du personnel comme aventuriste.





Un document exclusif



Dans les maquis cambodgiens

d'après le carnet de route d'Alain Clément

Tiomp, fin Avril

Les Américains ont mis au point, depuis plusieurs semaines, la notion de corridor qui leur permet de faire intervenir leur B 52. Mais, maintenant, ils en sont à bombarder les objectifs civils, visant plus particulièrement les industries. Ainsi, ils stoppent la production et privent la population de ravitaillement. Ceci ne fait que précipiter l'entrée dans la lutte de couches de plus en plus larges du peuple. De partout, affluent les bandes de paysans armés. Parfois, le chef de District a tenté de s'opposer, il a été capturé.

Il faut dire que les lois de caractère fasciste décrétées par Lon-Nol dès son accession au pouvoir ont aidé à cette mobilisation de masse de tout le peuple contre le régime. La loi martiale, la mobilisation générale de 18 à 60 ans, une fiscalité particulièrement oppressive, l'abolition des libertés démocratiques en vigueur sous Norodom Sihanouk, l'interdiction de circuler librement ou d'écouter d'autres radios que celle de l'Etat, autant de mesures qui expliquent à la fois que peu de pays aient reconnu le régime de Lon-Nol et le développement des luttes.

Les Américains accompagnent maintenant leurs actions de bombardements à partir de la frontière de l'utilisation de défoliants et de gaz. Il s'agit tout à la fois de rendre inutilisables les produits de la terre et de forcer les populations de la région à la quitter, afin qu'elle ne puisse plus ravitailler les combattants du F.U.N.K. comme elle le

faisait précédemment avec une grande discipline. En effet, ces produits causent aux individus des troubles divers (brûlures, évanouissements). Parallèlement, les troupes sud-vietnamiennes et celles de Lon-Nol se livrent au pillage, détruisent les stocks de vivres et massacrent la population civile.

Le F.U.N.K. fait l'impossible pour remettre, localement, l'économie en état de marche. Il s'est assuré le concours de capitaux étrangers, et notamment français, et a demandé à la population de reprendre le travail. Il faut en effet à tout prix nourrir les maquis.

Kratié, Mai

L'aviation tactique effectue quotidiennement de 50 à 100 sorties. On a même compté un jour jusqu'à 104 missions. Pour les B 52, le record a été établi un jour où l'on a compté 56 groupes d'avions déversant leur cargaison de mort. Cette recrudescence de l'activité aérienne coïncide avec l'invasion directe du Cambodge par les forces américaines. La résistance s'organise aussitôt devant cette nouvelle menace. Il faut tenter de gagner le plus vite possible le centre du pays.

Siem-Reap, 1^{er} Juin

C'est l'heure des premiers bilans. 25.000 soldats de Lon-Nol ont été mis hors de combat et près de 20.000 soldats américains et sud-vietnamiens. Les troupes de Lon-Nol ont perdu quelque 20.000 éléments qui ont déserté. Environ 300 avions et une quinzaine de bateaux

ont été mis hors d'état de servir. Des tonnes de munitions, de vivres et de matériels ont été récupérées. La libération de quatre provinces est totalement achevée.

On peut dire que les campagnes sont à peu près totalement tenues par les maquisards. Ainsi, ici, à Siem-Reap, les soldats ne peuvent s'aventurer à plus de 500 mètres des faubourgs de la ville. Les maquisards encerclent entièrement la ville de Kompong-Thom. La bataille fait rage entre 3 et 7 kilomètres de Phnom-Penh pour la reprise du port fluvial.

Siem-Reap, fin Juin

52 districts ont été libérés sur les 100 que compte le Cambodge. Le F.U.N.K. fait procéder aux élections démocratiques des Comités de District. Ceux-ci doivent être représentatifs des différents Comités de hameau ou de village. Son travail est considérable.

Il doit s'occuper de la lutte armée contre l'envahisseur, choisir les jeunes qui s'enrôleront dans la milice d'autodéfense, définir le programme de protection de la région (mines, trappes, etc.), répartir le travail de chacun en cas d'attaque ennemie. Dans le domaine de la production, il faut établir la solidarité, non pas au nom d'un collectivisme plaqué sur l'état de conscience du peuple, mais en faisant appel aux volontés individuelles. Les riches fournissent des semences aux pauvres afin que la production générale progresse. Ce travail est toujours réalisé publiquement, devant toute la population,

tout comme la lutte contre l'espionnage. En fait, chaque habitant est un agent de renseignement et l'armée de libération fonde toute son action sur ce réseau de renseignement. Dans le domaine social aussi, le travail du Comité de District est important. Partout son programme d'action comporte la formation de cadres infirmiers, secouristes et médecins dans des écoles spéciales. Partout, les objectifs mis en avant sont l'hygiène et la prophylaxie.

La préparation des élections est assurée par le Comité correspondant du F.U.N.K. qui élabore le plan de travail puis prépare la réunion de masse où la population choisira ses élus. Pour être candidat, il faut répondre à deux conditions : d'une part, ne pas être un agent de Lon-Nol mais être actif dans la lutte contre le régime ; d'autre part, être un homme intègre, respecté unanimement. Certains hommes, déjà en place sous Norodom Sihanouk et qui ont poursuivi leur tâche sous le nouveau régime tout en lui étant hostile, peuvent être candidats aux élections. Ainsi, ici, à Siem-Reap, le responsable de la province a été élu au Comité de District. C'est un homme qui a refusé d'exécuter la mobilisation générale, se contentant d'en appeler au volontariat... mais il n'y a pas eu de volontaires ! Il reçoit l'ordre d'exécuter sommairement les vietnamiens installés dans sa province et refuse de l'appliquer. A l'approche de l'armée de libération, il fait livrer par 50 volontaires des cargaisons d'armes aux maquisards.

Lorsque chaque candidat a été présenté, l'élection a lieu, l'assemblée se prononçant sur chaque cas à main levée. Un responsable du F.U.N.K. m'a déclaré : « Ultérieurement, le vote se fera à bulletin secret. Mais à l'heure actuelle, les conditions matérielles ne sont pas réunies. Et puis, le mécanisme même du vote est une nouveauté dans ce pays. » Après chaque élection, il y a une grande fête religieuse au cours de laquelle chaque nouvel élu prête serment.

J'ai assisté à une des réunions hebdomadaires du Comité. L'objectif consistait à relancer la production. Le Comité avait préparé les grandes lignes d'un programme. Après sa présentation, faisant apparaître les problèmes qui se posent, il y a eu une grande discussion avec tous les gens qui étaient présents. Chacun prend la parole et apporte des idées supplémentaires. A la fin de la discussion, il y a un vote.

Ainsi, le travail des Comités est contrôlé par la population. Par ce processus, le peuple se rend compte que c'est lui qui détient les clés de son avenir et que tous les citoyens sont égaux devant cette tâche. Le Comité assure les tâches d'information de la population. En effet, il n'y a pas de journaux et les postes de radio sont très peu nombreux.

Kirirum, fin Juillet

La bataille fait rage pour reprendre la ville. Plusieurs fois déjà, les forces de libération se sont ren-

dues maîtresses du terrain. Mais les forces régulières ont, à chaque fois, contre-attaqué et repris la ville. A grand peine, car la saison des pluies a commencé, Lon-Nol envoie sans cesse des renforts. Mais il a perdu déjà quatre bataillons, complètement décimés. Le F.U.N.K. fait également converger des forces importantes vers Kirirum. Pour lui, le combat continue avec la même intensité. La pluie gêne moins les combattants puisqu'ils se déplacent à pied.

Les forces du Front ont réussi à stopper la marche des troupes de Lon-Nol vers Kirirum. Au cours de la bataille de Makéo, un millier de soldats réguliers sont tombés. Les maquisards encerclent la ville, jour et nuit, et réalisent un blocus absolument infranchissable. Les troupes qui défendent la ville vivent dans la panique. Les sentinelles tirent sans raison sur tout ce qui bouge : un chien, un cochon, un bruit, tout leur fait peur. Le ravitaillement commence à se faire rare et les soldats n'ont reçu qu'une demi-solde. Pour survivre, ils pillent l'habitant et la population montre ouvertement sa haine. Enfin, les nerfs des défenseurs sont mis à rude épreuve par les appels réguliers que les haut-parleurs des forces de libération leur adressent, leur demandant de se rendre ou de désertir. Souvent, c'est un membre de la famille du soldat qui s'adresse à lui directement, l'appelant à le rejoindre. Parallèlement, ceux qui ont déserté font parvenir des messages à leurs camarades pour les convaincre de faire comme eux. Ils insistent sur l'accueil qu'ils ont reçu de la part des forces de libération. Toute liberté leur a été laissée pour choisir, soit le service armé, soit le service civil. Ils n'ont subi ni châtement, ni contraintes. Seuls les volontaires sont versés dans les forces armées. Les autres sont rapatriés dans leur famille. A leur retour, ils sont présentés au Comité de District qui, après enquête, leur délivre un certificat d'honneur. Dès lors, ils sont des citoyens à part entière.

Skoun, 1^{er} Août

Le combat pour la prise de la ville est, ici aussi, acharné. Trois bataillons des forces régulières ont été anéantis. Phnom-Penh a envoyé deux bataillons en renfort, mais un seul a pu parvenir à destination, l'autre a été décimé. Les troupes de Lon-Nol sont désormais sur la défensive et se cantonnent à la défense des villes. Leur moral est au plus bas.

Tiomp, 5 Août

La ville, occupée par les Sud-vietnamiens, a été reprise. De plus en plus, et notamment dans la capitale, ce sont les Sud-Vietnamiens qui assurent les charges de police, ce qui crée des heurts avec la population. Les Vietnamiens vivant au Cambodge ont fui les villes administrées par Lon-Nol, responsable de leurs malheurs. Leur idéal, c'est de libérer ce qu'ils considèrent comme leur patrie.

Cette intervention croissante des troupes étrangères correspond à un véritable effacement militaire du



régime. Depuis trois mois, plus de la moitié des troupes régulières a été mise hors de combat. Les nouvelles unités levées sont composées de femmes et de jeunes de 14 à 16 ans. Parallèlement, l'armée de défense grandit chaque jour. Outre la libération des villes, elle attaque désormais les convois de ravitaillement, coupant les routes. L'économie du régime s'écroule, c'est le Sud-Vietnam qui ravitaille directement Phnom-Penh. Partout ailleurs, les troupes ne survivent que grâce au pillage.

Les régions de campagne se libèrent les unes après les autres, la population se soulevant d'elle-

même et établissant sa nouvelle administration. Au fur et à mesure de leur libération, la population des villes élit ses représentants. Ainsi, à tous les niveaux, sous l'impulsion du F.U.N.K., est rétabli dans les provinces un réseau administratif. C'est dans ce climat qu'est formé le gouvernement révolutionnaire.

Siem-Reap, 9 Août

L'aéroport, soumis à un bombardement intensif des forces de libération, est détruit, coupant ainsi toute possibilité de ravitaillement. Le commandant de la garnison a été tué et ce qui restait de défense militaire est désorganisée.

Vive le Québec libre

Manuel Bridier

L'exécution d'un ministre québécois par un groupe de partisans du Front de Libération du Québec pèse plus lourd, dans la presse mondiale, que les milliers de morts quotidiens de toutes les répressions, de toutes les exploitations capitalistes dans le monde, depuis les assassinats politiques jusqu'aux « accidents » du travail. Elle prend tant de place dans les commentaires qu'elle masque deux vérités à la fois : la vérité de la violence dans tous les conflits révolutionnaires d'une part, la vérité de l'exploitation néo-coloniale au Québec d'autre part.

Sur le premier point, notre position est connue. Nous n'approuvons ni les pleureuses du légalisme officiel ni les romantiques de l'action individuelle. Tous les régimes capitalistes sont fondés sur la violence, non seulement dans leurs origines, mais dans leur réalité de cha-

que jour. Tous les conflits sociaux et politiques sont des guerres et ce n'est pas la possession d'un uniforme qui légalise le meurtre. Contre la violence de la bourgeoisie, face à la négation permanente des droits du peuple et à la duperie des mécanismes démocratiques institutionnalisés, la violence révolutionnaire est l'expression d'une légitimité historique profonde.

Dès lors, la question n'est pas de savoir si tel acte révolutionnaire enfreint la morale bourgeoise mais bien de savoir s'il est efficace, c'est-à-dire s'il fait progresser la révolution, s'il permet de mobiliser de nouvelles forces et d'ébranler l'adversaire. C'est au nom de ce critère que nous rejetons une conception avant-gardiste de la violence. Contrairement à certains militants, du F.L.Q. ou de la Gauche prolétarienne par exemple, nous ne croyons pas

qu'il suffise de gestes spectaculaires pour créer les conditions d'une prise de conscience. Nous ne condamnons pas de tels gestes en eux-mêmes, à quelque niveau de la violence qu'ils se situent, mais nous pensons qu'ils peuvent seulement cristalliser, dans certains cas, une volonté de combat déjà latente, servir de détonateur à une explosion rendue possible par un niveau aigu de contradiction sociale. Si le passage à la violence de masse est possible, sans son intermédiaire la violence individuelle n'a pas de place dans la stratégie révolutionnaire. Si l'appareil répressif est tel qu'il faille d'abord démontrer sa faiblesse, comme c'est le cas en Amérique latine, la violence individuelle peut être utile en tant qu'elle fraye la voie pour une violence de masse.

Quelle est, à cet égard, la situation au Québec ? Pour autant que nous puissions en juger, nous ne croyons pas que le type d'action entrepris par le F.L.Q. ces derniers jours y soit opportun dans les conditions actuelles. Nous estimons que ces camarades ont commis une erreur quant à la tactique ! Nous n'en sommes pas moins solidaires de leurs objectifs comme nous sommes solidaires contre la répression qui les menace.

Le débat sur les moyens ne doit pas, en effet, nous faire oublier les causes.

Le sort du Québec est celui d'un pays colonisé, sous la domination de l'impérialisme des Etats-Unis dont le gouvernement fédéral du Canada n'est que l'intermédiaire. Toutes les entreprises sont aux mains des anglo-saxons, tandis que la population francophone joue le rôle d'une ethnie dominée, opprimée sur le plan de l'économie comme sur le plan de la culture.

Certes, comme dans tous les pays néo-coloniaux, une partie de la bourgeoisie nationale parvient à se faire une place en pactisant avec l'impérialisme étranger. Cette couche a fourni les hommes au pouvoir à Montréal ainsi que les prétendus représentants de la minorité francophone dans le gouvernement fédéral.

Comme dans tous les pays néo-coloniaux, cette bourgeoisie nationale cherche à duper les masses populaires en se présentant comme un défenseur de leurs aspirations. Les « libéraux » actuellement au pouvoir se sont fait élire sur un programme fédéraliste. C'est l'échec de leur expérience, l'exaspération d'une opinion déçue, qui expliquent le développement accéléré du mouvement pour l'indépendance, non seulement chez les étudiants mais dans une partie importante de la classe ouvrière.

Comme dans tous les pays néo-coloniaux, les gouvernants portés par la confiance des masses ne peuvent employer que la répression pour contenir le flot de la déception qui les assaille. Les dirigeants de Montréal ont adopté volontairement une attitude intransigeante. Ils ont fait appel aux troupes fédérales.

En adoptant une position plus dure que celle du gouvernement fasciste brésilien lui-même, alors que tous les otages du F.L.Q. étaient encore vivants, ils portent une responsabilité considérable dans la suite des événements.

Comme dans tous les pays néo-coloniaux, mais aussi dans tous les régimes bourgeois ou bureaucratiques, la répression contre les militants de l'avant-garde n'est qu'un prétexte à une répression élargie contre toutes les formes d'opposition populaire. Purement nationaliste à l'origine, le F.L.Q. a connu l'évolution de tous les mouvements anti-impérialistes dans le monde. La trahison nationale des classes dirigeantes l'a conduit à se radicaliser, à se donner un contenu politique et social de plus en plus net. Comme pour les guérilleros d'Amérique latine ou les fedayin palestiniens, la lutte nationale est inséparable, pour les nationalistes québécois d'aujourd'hui, de la lutte contre le régime capitaliste tout entier.

A côté du F.L.Q., avec parfois des positions tactiques différentes mais des objectifs identiques, d'autres organisations se battent pour l'indépendance du Québec, condition nécessaire de sa libération sociale. C'est tout particulièrement le cas du parti socialiste du Québec, avec lequel notre parti entretient des relations fraternelles. Ses militants sont emprisonnés aujourd'hui, ainsi que des militants syndicalistes.

Le ministre du travail Laporte, dans sa dernière interview, quelques heures avant son enlèvement, se prononçait contre l'indépendance parce que, disait-il, « les capitaux étrangers n'aiment pas les points chauds. » Il définissait ainsi très clairement la politique de toutes les bourgeoisies néo-coloniales : accepter la vassalisation de son pays pour y attirer les capitaux étrangers et partager avec eux les fruits de l'exploitation. Cela ne vaut pas forcément une condamnation à mort mais cela justifie que nous n'ayons pas de larmes à perdre, que nous réservions nos larmes pour les morts de notre propre camp.

Par-delà les drames anecdotiques, par-delà les erreurs tactiques inévitables mais secondaires, la lutte du peuple québécois est celle d'un peuple colonisé pour sa libération. Le Québec et l'Irlande sont aujourd'hui la démonstration que le phénomène colonial n'est pas affaire de race ou de climat, mais qu'il est une réalité économique et politique dans le monde entier.

C'est pourquoi, au moment où les bonnes âmes s'agitent, nous nous déclarons solidaires de la lutte du peuple québécois. L'impérialisme secondaire français, avec de Gaulle a cherché en vain à s'approprier cette lutte. C'est au mouvement socialiste révolutionnaire et à lui seul de reprendre le mot d'ordre de l'avant-garde socialiste au Québec : « Vive le Québec libre ! »

Tchad : Communiqué du Bureau National...

Depuis près de deux ans, le gouvernement français mène au Tchad une guerre coloniale qui n'ose pas dire son nom, sans que jamais aucune explication publique en ait été donnée.

A plusieurs reprises, on a laissé entendre que le corps français d'intervention était retiré, que la situation au Tchad était redevenue normale. La mort de 11 soldats français dimanche dernier, dans la région de Largeau, apporte un démenti éloquent à ces affirmations mensongères. L'opinion ne comprend

pas pourquoi le gouvernement français s'obstine à imposer au peuple tchadien le gouvernement impopulaire de Tombalbaye. Il s'agit de toute évidence de conserver à travers le Tchad les moyens pour les troupes françaises d'apporter leur aide à tout gouvernement néo-colonialiste en difficulté avec son propre peuple. Il faut exiger le retrait des troupes françaises du Tchad et la dénonciation de tous les accords de coopération militaire aux termes desquels d'autres guerres semblables seraient possibles.

...et une question de M. Rocard

Monsieur Michel Rocard, député demande à Monsieur le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale les mesures qu'il entend prendre pour mettre fin à l'intervention militaire française au Tchad et pour éviter que des événements analogues puissent se produire dans d'autres pays.

L'opinion ne comprend pas que l'armée française puisse être utilisée pour imposer un gouvernement impopulaire à sa propre population. Elle ne saurait admettre qu'une telle ingérence dans les affaires intérieures d'un peuple soit justifiée par des intérêts économiques tels que les investissements cotonniers au Tchad ou les gisements d'uranium du Niger. Elle se demande si l'acharnement du gouvernement français à protéger le gouvernement Tombalbaye, alors que d'autres gouvernements africains ont été renversés sans qu'il intervienne, ne tient pas surtout à l'importance stratégique de l'aérodrome de Fort-Lamy, plaque tournante de l'Afrique d'où les forces françaises

peuvent intervenir en quelques heures pour secourir tout gouvernement africain en difficulté avec sa population. Une telle interprétation des accords de coopération militaire, tournés vers les interventions intérieures et non vers la garantie mutuelle des frontières serait incompatible avec le droit international et les principes de la démocratie.

Elle trahirait sans ambiguïté le caractère de protection et de domination néo-coloniale des accords de coopération.

C'est pourquoi Monsieur Michel Rocard demande à Monsieur le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale, non seulement de définir les objectifs de son gouvernement au Tchad, mais encore de préciser le contenu des accords militaires avec les autres Etats africains. Il lui demande de se prononcer sur les deux exigences formulées par l'opinion publique : le retrait immédiat des forces françaises du Tchad et la dénonciation des accords de coopération militaire.

Cabora-Bassa : apartheid et colonialisme

La république de Zambie accuse

Le texte ci-dessous est interdit en France. Il a été rédigé par le
Consul général de Zambie en Italie.

Les pays occidentaux, si heureux de commercer avec le pays de l'*apartheid*, malgré leur christianisme et les nobles principes dont ils se réclament chez eux et en particulier à la tribune des Nations unies, devraient prendre conscience aussi vite que possible de la contradiction flagrante qu'implique l'*apartheid* lui-même: l'*apartheid* constitue en effet le principal obstacle au développement économique futur du pays. L'*apartheid* crée un cercle vicieux d'où l'Afrique du Sud ne pourra jamais sortir.

Tandis que la civilisation est entrée dans l'ère des Apollos et des Soyuz, l'*apartheid* recule toujours, devant encore plus impitoyable, au point que dans la société hautement industrialisée d'Afrique du Sud, on conteste aujourd'hui à un Noir même le droit d'être un dactylographe. La logique du système sud-africain est telle qu'un Noir devenu dactylographe, pour ne pas dire ouvrier spécialisé, constitue en cela même un danger. C'est pourquoi l'Afrique du Sud et le colonialisme portugais devenu allié de fait de l'*apartheid*, malgré les différences de conceptions raciales des Portugais, cherchent à installer au Mozambique, colonie portugaise, un million environ de colons blancs, dans le cadre du projet hydro-électrique de Cabora-Bassa.

Pour tous les opposants du fascisme et du colonialisme, quelle que soit la forme, l'Afrique du Sud et le Portugal sont donc les complices du même crime et qui frappe l'un frappe l'autre.

Ainsi la France et l'Allemagne de l'Ouest, principaux fournisseurs d'armes de l'*apartheid* et des colonialistes portugais, en hésitant encore à refuser leur participation au projet de Cabora-Bassa, comme l'ont fait la Suède et l'Italie, ne peuvent espérer aussi conserver le respect et la confiance des Africains et de leurs

amis. C'est peut-être le cadet de leurs soucis, pour le moment du moins.

L'Afrique cependant n'attendra pas que l'*apartheid* meure de sa belle mort et ne peut plus compter sur les seuls pays occidentaux, soit disant démocratiques. Les mouvements de libération africains, les pays libres d'Afrique qui les soutiennent et les millions de leurs amis de par le monde, se sentent beaucoup plus forts aujourd'hui qu'ils ne l'étaient hier. Leur position se renforce chaque jour, il faudrait être bien sot pour ne pas le voir. Les Africains sont donc résolus à précipiter la fin des hitlériens d'Afrique du Sud (qui objecte, chez les Occidentaux, du moins ouvertement?) et Cabora-Bassa est devenu un de leurs principaux objectifs.

Tout comme l'hitlérisme et le fascisme, l'*apartheid* ne peut survivre sans agression et expansion et le projet hydro-électrique de Cabora-Bassa est pour l'Afrique du Sud un objectif majeur qui doit lui donner l'occasion d'étendre son emprise politique et militaire bien au-delà de ses frontières actuelles (voir carte en page 4).

Cabora-Bassa, entreprise conjointe de l'*apartheid* et du fascisme salazariste, est déjà durement éprouvée. La Suède, pays d'Occident assez courageux pour mettre en œuvre ses principes et pour appliquer l'humanisme dont il se réclame, a été le premier à refuser volontairement de participer à ce projet, le gouvernement ayant interdit à toute société suédoise de prêter son concours à cette entreprise impérialiste.

Aujourd'hui que la bataille de Cabora-Bassa est engagée, le geste de la Suède revêt toute son importance; les Africains ont appris que les courageux Suédois sont à la fois des amis fidèles et un peuple vraiment civilisé; ils sont fiers d'eux.

Un deuxième pays occidental, l'Italie, devait, fin mai 1970, officiellement informer Lusaka qu'il retirait tout soutien, financier et autre, à la société italienne qui s'intéressait à Cabora-Bassa.

Le 26 mai, le président de la République de Zambie, le Dr K. D. Kaunda, a publiquement félicité de leur prise de position la Suède et l'Italie; restent aujourd'hui, comme

seuls complices de l'*apartheid* et du fascisme portugais dans le projet de Cabora-Bassa, la France et l'Allemagne occidentale.

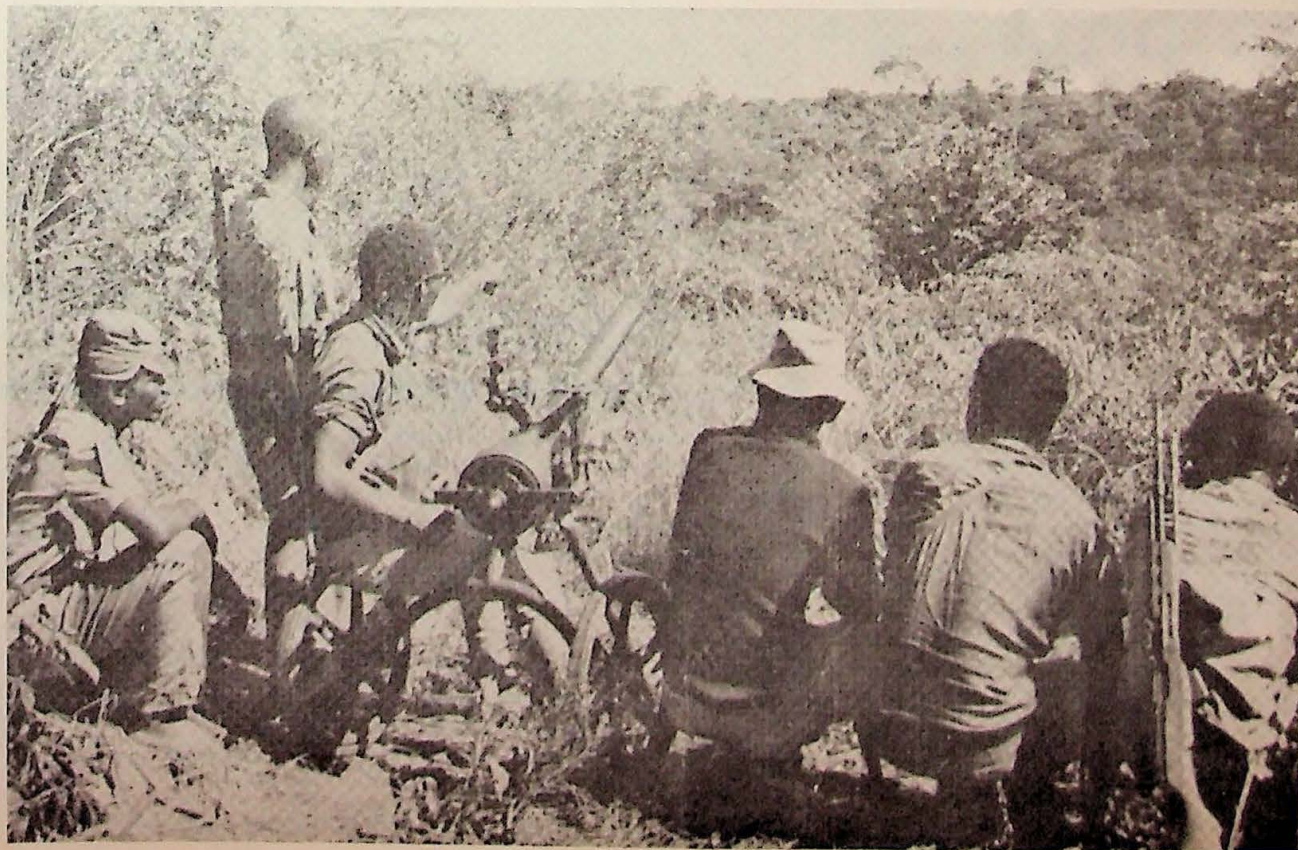
Les dix-neuf années qui se sont écoulées entre la traduction française et italienne du texte de la Loi sur les zones raciales (« Group Areas Act ») ne devraient pas créer l'illusion confortable que l'on passera son temps à attendre qu'une génération nouvelle prépare encore une autre traduction, en... allemand cette fois-ci.

Ces dix-neuf années montrent seulement toute l'hypocrisie dont est capable l'Occident et rien d'autre.

On a assez parlé et écrit sur l'*apartheid* et le fascisme portugais pour que rien ne justifie plus l'apathie de l'opinion publique occidentale. Cette publication a donc surtout pour but d'attirer l'attention de cette opinion publique sur un avertissement solennel.

Cet avertissement s'adresse aux pays de l'Europe de l'Ouest qui soutiennent le projet de Cabora-Bassa et il a été prononcé par le président Kaunda de Zambie, parlant au nom de l'Afrique centrale et de l'Est. Tout commença lors d'une escale matinale à l'aéroport de Rome alors qu'arrivé de Lusaka, le président Kaunda se rendait en Europe occidentale et orientale, le 26 mai 1970.

Le président Kaunda n'a rien sollicité; il s'est purement contenté d'affirmer la position africaine.



« L'Angola et le Mozambique seront libres... ce n'est qu'une question de temps... Si le projet de Cabora-Bassa comporte des aspects économiques qu'il serait réconfortant de voir se réaliser dans un Mozambique libre, dans les circonstances actuelles il revêt des implications sinistres d'ordre politique et militaire émanant de l'Afrique du Sud... L'Afrique du Sud est la contradiction même des principes que vous prétendez défendre chez vous et à l'étranger... Je ne demande rien de l'Italie et je ne demanderai rien de la France et de l'Allemagne occidentale... Je vous mets simplement face à vos responsabilités et je vous

déclare que pour les raisons que je vous ai expliquées, Cabora-Bassa ne se fera que dans le sang. »

« Cabora-Bassa, répéta encore une fois le président Kaunda, ne pourra que se construire dans des effusions de sang dont nous ne voudrions pas que nos amis occidentaux y soient mêlés. »

A propos, nous voudrions rappeler à ceux qui pourraient juger excessif le terme de « nazisme » auquel nous avons eu recours, que Vorster fut emprisonné pour plus de deux ans par les Anglais durant la Seconde Guerre mondiale pour être le chef du parti nazi « Ossewa Brandwag » de l'Afrique du Sud.

politique anti-impérialiste de type nassérien, verrait son développement contrecarré et ses ressources hydrauliques (le Zambèse) bloquées en partie par le contrôle des eaux provoqué par le barrage de Cabora-Bassa.

Le coût du projet de Cabora-Bassa est évalué à près de 2 milliards de francs lourds : son financement serait assuré par des capitaux sud-africains, allemands et français. Le Japon, sollicité, refusa en 1968, de s'associer au projet afin d'éviter d'être accusé de participer à une entreprise de soutien du colonialisme. L'Italie, pour les mêmes raisons et sous les pressions de la gauche, vient de retirer sa participation.

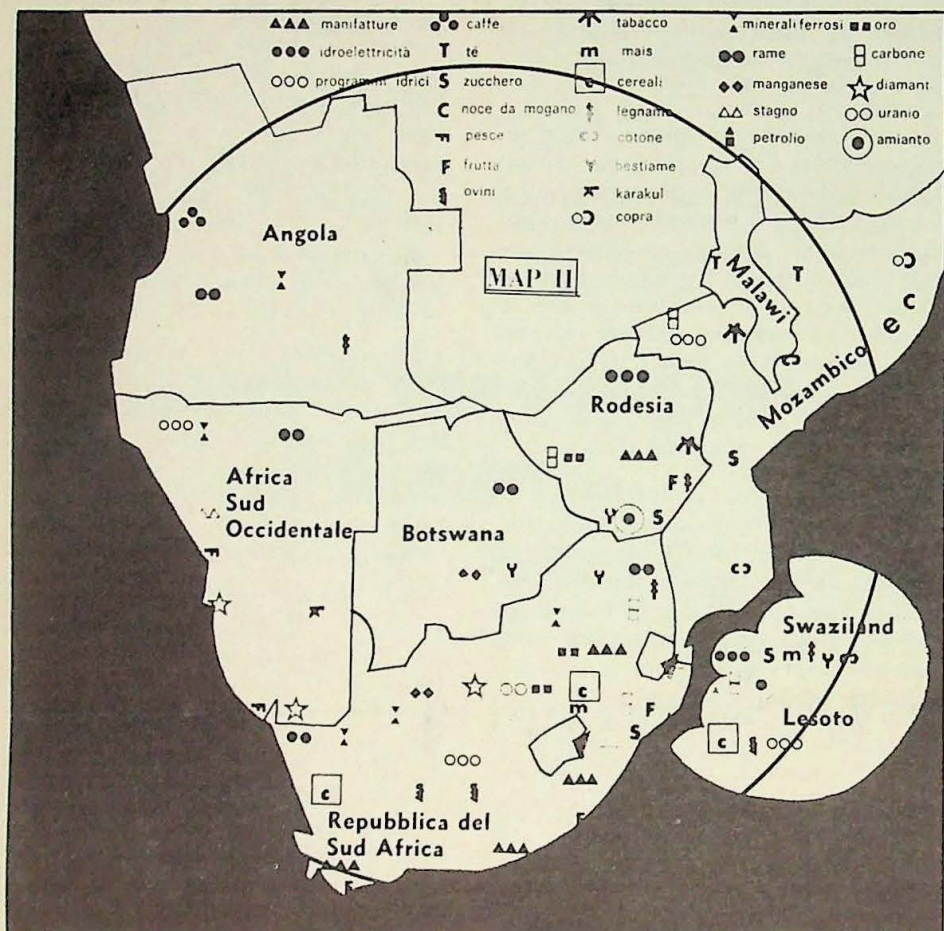
La France participe au projet de Cabora-Bassa d'une part sous la forme de crédits d'exportation (garantie gouvernementale) d'autre part, par la participation de groupes privés dont la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui participe en bonne place au Consortium International chargé de la conduite financière des opérations.

Les silences du gouvernement

français au sujet de Cabora-Bassa, les « interdictions » qui ont été faites de la diffusion en France de certains documents édités par la Zambie mettent en lumière l'embarras du pouvoir : la visite du Président Kaunda (Zambie) en France, annoncée depuis plusieurs semaines à l'occasion de sa tournée européenne en tant que délégué des 23 pays de l'organisation de l'Unité Africaine, n'est pas encore sûre : le Président Kaunda viendra en effet défendre un dossier anti-apartheid, qui comprend aussi bien les ventes d'armes de la France à l'Union Sud-Africaine, que la dénonciation de la participation de pays comme la France au projet de Cabora-Bassa.

Si les autorités françaises passent outre aux demandes réitérées des pays de l'O.U.A., faudra-t-il demain envoyer des troupes au Mozambique pour « protéger » les ressortissants français éventuels travaillant à Cabora-Bassa ?

Le continent austral africain est une poudrière dont Cabora-Bassa pourrait bien jouer le rôle de détonateur.



Le « lebensraum » ou espace vital de l'Apartheid

Cette carte a été officiellement publiée à Rome, en juillet 1969 par les services d'information de l'ambassade de l'Afrique du Sud en Italie.

Elle annexe, très à la Hitler, la République de Zambie et des parties de la République Unie de Tanzanie et de la République du Congo qui ne sont même pas identifiées.

Le projet de Cabora-Bassa

Jean Verger

Le barrage de Cabora-Bassa, au Mozambique sur le Zambèse, sera le plus important d'Afrique.

Il est prévu une production de 17 milliards de Kwh/an soit 7 milliards de plus qu'Assouan. Le lac de retenue s'étendrait sur 250 km, et remonterait jusqu'à la frontière entre la Zambie et le Mozambique.

La première conséquence économique en serait l'exploitation, au Mozambique, de ressources minières (fer, titane(vanadium), puis également, de vastes projets d'irrigation.

Les immenses ressources dégagées par Cabora-Bassa, sont sans commune mesure avec les structures économiques actuelles du Mozambique, colonie portugaise entièrement sous-développée, où la production d'électricité annuelle ne repré-

sente que 1 % de celle dégagée par le projet !

En réalité les véritables auteurs du projet de Cabora-Bassa sont les autorités de l'Union Sud-Africaine, qui, pour des raisons stratégiques, économiques, politiques, voient à travers Cabora-Bassa la possibilité de maintenir et de renforcer la politique de l'Apartheid sur la base de l'intégration économique d'une vaste zone géographique, dominée par leur influence. Cette zone, véritable espace vital du colonialisme et de l'Apartheid, englobe le Mozambique (Portugal), l'Angola (Portugal), la Rhodésie raciste, l'Union Sud-Africaine du nazi Vorster et ses protectorats. Enfermée dans cette zone (de plusieurs millions de km²) la République de Zambie qui mène une

Luttes étudiantes Rentrée 1970 : prenons l'offensive

Au congrès de l'U.N.E.F. à Orléans (avril 1970), les étudiants du P.S.U. ont estimé qu'ils devaient faire face à la crise du mouvement étudiant et de l'U.N.E.F. C'est pourquoi, nous avons mis en place un bureau minoritaire chargé de « la gestion politique de la crise », dont la fonction essentielle était de contribuer à la résoudre.

Cette crise est double : le mouvement de masse étudiant est largement extérieur à l'organisation de masse, l'U.N.E.F. (c'est ainsi que la plupart des groupes politiques qui animent le mouvement étudiant ne militent pas à l'U.N.E.F.) et nous nous retrouvons dans la même organisation que ceux contre qui nous nous battons dans les luttes (principalement l'U.E.C. Renouveau, mais aussi l'A.J.S.), ce qui contribue à rendre l'U.N.E.F. inefficace et peu crédible aux yeux des étudiants, en en faisant une espèce de foire d'empoigne entre tendances inconciliables.

Or, il est possible et nécessaire de sortir de la crise.

C'est possible

● L'accélération de la politique de rentabilisation de l'Université que mène le pouvoir a pour conséquence le développement de la révolte des étudiants qui doivent payer plus pour manger et être logés, retrouvent une discipline policière dans les cités, ne peuvent s'inscrire à l'Université de leur choix, n'ont plus accès, selon leurs diplômes, à certains concours ou à l'enseignement, etc. Les grandes luttes de l'année dernière (grève des inscriptions, de Médecine, de Langues, affrontement avec les flics de Nanterre) leur font prendre conscience que l'issue n'est pas dans le réformisme ni la participation, mais dans la lutte aux côtés des travailleurs.

● Les diverses composantes du mouvement étudiant comprennent qu'il faut s'unir pour faire face à la politique du pouvoir et à celle des réformistes. L'éclatement du

Éditions du P.S.U.

**PACTE ATLANTIQUE
ET
IMPERIALISME**

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS 15^e

C.C.P. 58 26 65 Paris

mouvement n'apparaît plus comme inéluctable, et son existence même se joue face à la répression accrue.

C'est nécessaire

● Profitant d'une conjoncture sociale et économique favorable, le pouvoir tente de résoudre ses problèmes. Ce sont les réformes de la Sécurité sociale et des impôts, la rentabilisation des transports, etc. Il fait de même à l'Université avec la politique Guichard ; c'est l'offensive généralisée avec la restructuration des universités et la répression.

● Face à cela, le P.C.F. et la C.G.T. proposent de conclure la « paix sociale » avec un « Grenelle à froid ». Les militants révolutionnaires doivent empêcher que le mécontentement ouvrier, paysan, étudiant ne soit dévoyé par de fausses solutions.

Aussi seule l'offensive peut permettre de faire face à la politique du pouvoir, d'empêcher les étudiants de tomber dans les pièges réformistes et d'unifier le mouvement étudiant. A cet effet, le bureau de l'U.N.E.F. a proposé une plate-forme de luttes qui s'adresse autant aux forces extérieures à l'U.N.E.F. qu'à celles qui sont proches de nous dans l'organisation. Quatre axes d'intervention sont mis en lumière :

faisons échec aux projets de Guichard et des patrons, luttons contre l'embrigadement, gardons la parole, soutenons les luttes anti-impérialistes.

A l'heure présente, alors que la rentrée universitaire n'a pas eu lieu, il est pourtant nécessaire de commencer l'offensive afin de faire comprendre aux étudiants que nous n'aurons que ce que nous prendrons. C'est autour de la répression que doit commencer la bataille parce que c'est un problème de toute première importance pour le mouvement étudiant (s'il ne sait pas répondre à la répression, il ne pourra plus mener ses luttes) et que le moment est favorable (procès des membres de l'ex-G.P., les lourdes peines infligées et l'indignation des libéraux de tous les azimuts). Cette lutte doit être menée sur une base unitaire. Les étudiants doivent s'organiser autour du Secours Rouge en liaison avec les enseignants et le personnel dans les facultés, préparer toutes les initiatives communes (par exemple une manifestation publique pour les libertés « démocratiques », manifestation qui nous apparaît possible).

La situation du mouvement étudiant est difficile, mais sa crise peut être surmontée. C'est la tâche de l'heure des militants étudiants du P.S.U. □

La réorganisation capitaliste de l'Université

Eliane Durand

1969-1970 fut une année de reprise en main de l'Université par le pouvoir. Sur des bases déjà jetées par la loi d'orientation d'Edgar Faure, M. Guichard tenta avec beaucoup de souplesse d'adapter les vieilles universités françaises aux besoins nouveaux de la société capitaliste. Un cordon sanitaire fut établi autour des facultés des Lettres, en particulier autour de celles qui avaient la plus mauvaise réputation. Les enseignements considérés comme les plus subversifs (sociologie, etc.) furent mis à la portion congrue. Quant aux facultés des Sciences, on chercha à les diviser et à les tronçonner savamment pour mieux les spécialiser et les contrôler. La réaction étudiante fut en général assez vive. Rappelons simplement la lutte menée dès septembre contre l'augmentation des droits universitaires, plus tard la lutte contre l'arrêté Guichard-Boulin instituant la sélection en médecine et la lutte contre la suppression de la deuxième langue qui secoua les facultés des Lettres. A l'évidence, la grande masse des étudiants n'était pas prête à accepter sans réagir la « rentabilisation » (pour la bourgeoisie) des activités universitaires. La « participation » n'exerçait pas d'attrait sur elle, parce qu'elle voyait trop bien que les buts réels du gouvernement étaient de transformer les établissements universitaires en usines du savoir parcellaire ou en écoles supérieures de futurs dirigeants, réservées, bien entendu, à une petite élite sur-sélectionnée.

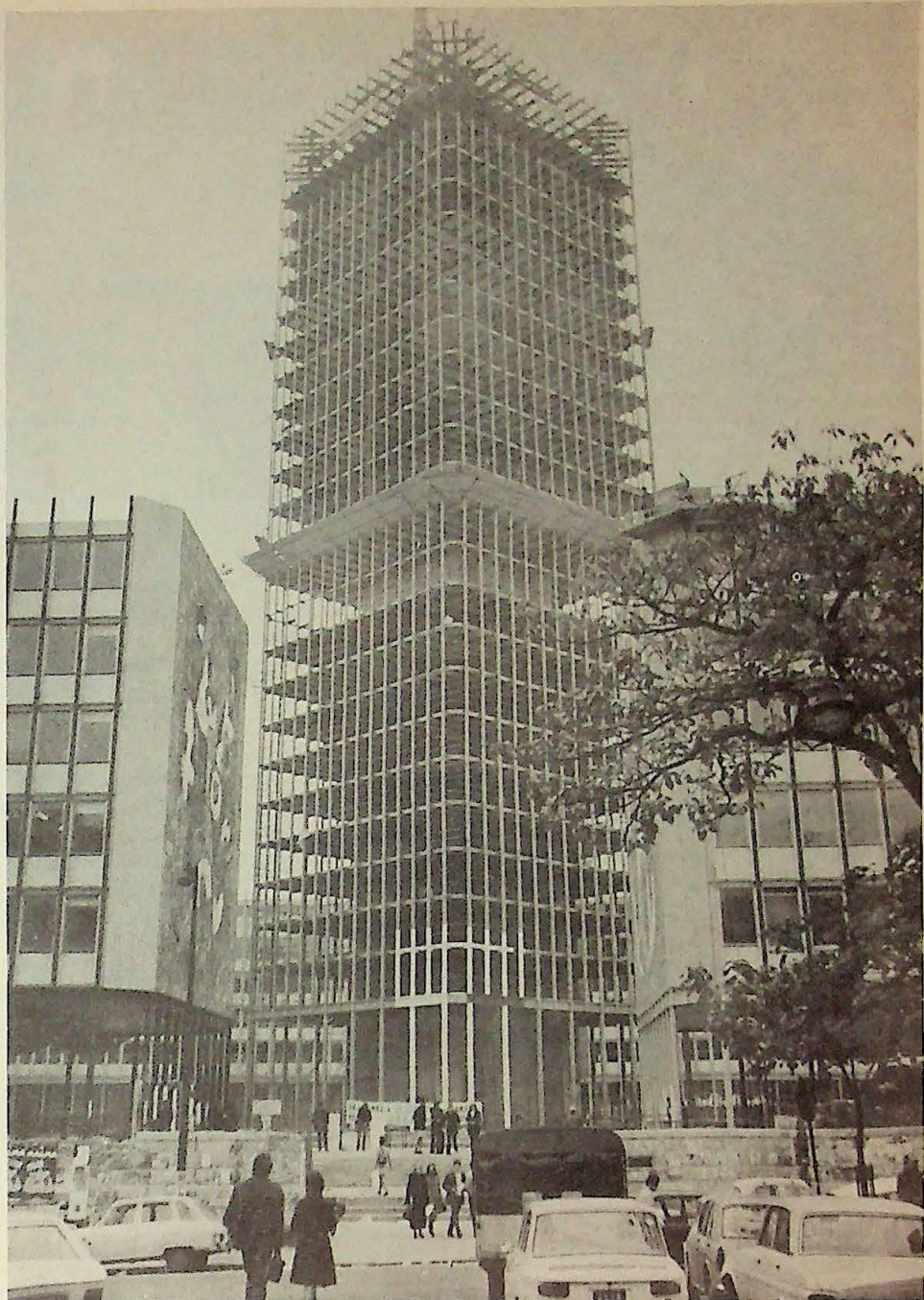
On peut toutefois constater que ces batailles sont restées confuses. Les révolutionnaires souvent tentés de désertier les batailles étudiantes pour aller à la classe ouvrière, n'ont pas su prolonger la comba-

tivité qui s'est manifestée dans les facultés. En de très nombreuses occasions les perspectives politiques ont manqué aux étudiants les plus en pointe et ils ont été conduits à se rabattre sur les thèmes plus ou moins corporatistes préconisés par l'U.N.E.F.-Renouveau (tendance communiste) ou par l'A.J.S. (de tendance trotskyste). C'est dire que les luttes n'ont pas conjuré les dangers d'émiettement et d'assouplissement du mouvement étudiant.

La rentrée 70

Aujourd'hui à la rentrée de 1970 le gouvernement est toujours sur l'offensive. Il utilise à plein ses armes traditionnelles. Il joue la sélection en instituant un contrôle continu des connaissances qui privilégie ceux qui sortent des rangs de la bourgeoisie et participent de son idéologie, de son mode d'expression et de ses habitudes de vivre. Il développe la répression contre tous ceux qui s'opposent à ce que l'université fonctionne au bénéfice de la bourgeoisie, en frappant naturellement ceux qui sont les plus exposés. Il s'accroche à la « participation », car il sait très bien que, grâce à ce moyen, il sème la confusion dans un mouvement étudiant qui ne voit pas toujours clair sur la façon de la combattre.

Toutefois un événement nouveau marque cette rentrée : la mise au point de la « restructuration ». En quoi consiste-t-elle ? En fait, on découpe les universités en unités de plus petite taille, par exemple, la région parisienne compte déjà treize universités regroupant chacune des disciplines diverses. Ces nouvelles universités sont en principe autonomes et leurs diplômes, bien que nationaux dans la plupart des cas entrent en concurrence les uns avec les autres.



Logiquement d'ailleurs on instaure à partir de là une hiérarchie très nette entre les différents établissements : les universités de masse, les instituts technologiques, les serres chaudes pour l'élite.

Cette réorganisation a pour le régime de nombreux avantages. Dans la mesure où l'université se diversifie, le patronat peut plus facilement faire pression sur les secteurs qui l'intéressent tandis que le gouvernement peut, lui, faire dépérir avec moins de difficultés les secteurs dits « non rentables ». La concurrence des diplômes permet, elle, de valoriser les titres les plus utilisables par les grandes firmes ou politiquement les moins dangereux. En outre, la conclusion de contrats entre le patronat et les universités complète la mainmise sur la recherche qui devient de moins en moins fondamentale et de plus en plus appliquée.

En dernier lieu, mais ce n'est pas l'aspect le moins important, la « restructuration » permet de « balkaniser » le mouvement étudiant. En effet sous couleur de redécoupage on isole les secteurs les plus actifs de la masse des étudiants, on les

prive de moyens. A la ségrégation sociale s'ajoute maintenant une véritable ségrégation politique (pour atteindre les révolutionnaires).

Les œuvres universitaires et la riposte nécessaire

Ceci dit, la grande masse des étudiants non politisés n'est pas épargnée pour autant, car les conditions de vie vont devenir de plus en plus dures pour tous. On en a une preuve dans la réforme du C.R.O.U.S. (centre régional des œuvres universitaires et scolaires) et du C.N.O. (centre national des œuvres) qui, toujours sous le couvert de la participation, pousse la « rentabilisation » par l'augmentation des tickets de restaurants universitaires et du loyer des chambres dans les cités. Il y a même plus grave à ce propos. Les cités universitaires après l'arrêté du 21 juillet 1970 sont soumises à un véritable régime d'exception : dépôt obligatoire d'une caution, non réadmission des grévistes, règles de séjour strictes pour les résidents étrangers, etc.

Il y a donc de grandes possibilités pour une reprise des luttes étudiantes et cela d'autant plus que, dans le corps enseignant, les courants attachés à la vieille université aristocratique et libérale ne sont pas très enthousiasmés à l'idée de se faire les agents de la politique gouvernementale. Mais pour que la reprise soit suffisamment massive, il faut que se recrée un front de lutte universitaire, que les différents groupes et tendances révolutionnaires abandonnent leur comportement par trop « idéologique », leur prétention à l'hégémonie sur le milieu. Il faut à l'action une véritable plate-forme de lutte, des mots d'ordre simples et clairs qui convainquent les étudiants qu'on ne les appelle pas à se battre pour des buts qui leur sont étrangers. C'est ce que le bureau national de l'U.N.E.F. a clairement défini dans sa conférence de presse du 13 octobre dernier. □

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

La répression frappe partout

Rémy Grillault

Mardi 20 octobre, la répression bat son plein. Les projecteurs sont braqués sur le procès d'Alain Geismar. Mais, ce même jour, se déroulent deux autres procès tout aussi significatifs de l'escalade à la répression. Dans le Finistère, on juge un leader paysan, François Gourmelon, président du C.N. J.A. régional, accusé de s'être opposé, avec ses amis, à la vente d'une ferme et à l'expulsion du petit paysan qui en était locataire. Enfin, ce même jour, à Paris, le Conseil supérieur de l'Education nationale siègeait lui aussi, pour décider de l'exclusion de quelques « indésirables ».

Symbolique, cette conjonction ! Par les peines qui les frappent, les militants politiques sont les victimes les plus apparentes (et assurément les plus visées) de la répression. Mais leur défense ne doit pas faire oublier les autres : paysans condamnés, syndicalistes licenciés, lycéens et étudiants renvoyés, étrangers expulsés, journalistes d'extrême-gauche arrêtés, dont la liste s'allonge chaque jour.

Amiens : un licenciement qui fait du bruit

Michel Camouis

L'usine de régleurs de freins SAB construite à la zone industrielle d'Amiens en 1966 n'avait pas connu de grève depuis son installation.

70 % du personnel (70 ouvriers, 30 administratifs) sont syndiqués à la seule C.G.T. La boîte est en cours d'extension : doublement de la production.

Le mardi 29 septembre 10 minutes avant la sortie, notre camarade Blineau, secrétaire fédéral du P.S.U., est avisé par le contremaître qu'il est licencié « à partir de ce soir » pour s'être trop déplacé et avoir trop discuté dans l'atelier. Il n'avait jusqu'alors reçu aucun avertissement. Le directeur propose une ample indemnité et lui demande de ne pas « faire d'histoires ». Le personnel est immédiatement informé et les délégués interviennent auprès du directeur en lui précisant que les ouvriers ont déjà manifesté leur hostilité à cette mesure scandaleuse. Le patron a l'aplomb de demander aux délégués d'empêcher tout mouvement des ouvriers, jugeant leur colère injustifiée.

Le mercredi 30 septembre, 100 % des ouvriers s'accordent pour déclencher une grève illimitée exigeant la réintégration de leur camarade et le paiement intégral des jours de grève.

A 9 heures tous les ouvriers débrayent, s'opposant, malgré l'intervention du con-

M. Marcellin accuse ?

Le Secours Rouge entend les défendre tous, dans la mesure où il le peut. Et il ne le pourra qu'en devenant un mouvement de masse, redoutable pour le pouvoir. Celui-ci ne s'y est pas trompé. Et ses coups n'épargnent pas le Secours Rouge. En province, dès qu'un Comité se constitue, son responsable est convoqué dans les 48 heures par la police et soumis à d'incessantes « tracasseries ». Mais il y a mieux. Au mépris de cette liberté fondamentale — la liberté d'Association —, inscrite dans le préambule de notre Constitution, les services de M. Grimaud refusent, depuis des mois, de délivrer le récépissé qui doit être automatiquement remis, dans les trois ou quatre jours, à toute Association déclarée conformément à la loi de 1901. De sorte, que, sans être interdit, le Secours Rouge, association parfaitement légale, n'a pas d'existence officielle. Donc pas de statut juridique, donc elle est dans l'incapacité de louer un local à son nom, à avoir un compte-chèque, etc. Face à ce viol manifeste de la Constitution, les avocats du Se-

cours Rouge ont intenté deux actions : l'une, administrative, auprès du Conseil d'Etat, l'autre, pénale, en portant plainte contre M. Grimaud et contre son supérieur, M. Marcellin. S'ils persistaient dans leur refus de délivrer le récépissé, donc dans leur viol de la Constitution, tous deux seraient passibles de la peine prévue par la loi : dégradation civique et bannissement. Verrons-nous ce savoureux procès ?

Nous avons frappé juste

« Quoi qu'il en soit, ce refus prouve qu'en créant le Secours Rouge, nous avons frappé juste, déclarait Henri Leclerc aux journalistes réunis, le 16 octobre, par le Secours Rouge. Car enfin, si, comme l'a encore répété hier à l'Assemblée M. Chaban-Delmas, le gouvernement n'a plus d'opposition, si la contestation est morte, alors la répression est aveugle et absurde. Si elle ne l'est pas, c'est au contraire que le gouvernement se sent en danger. » Gageons que cette seconde interprétation est la bonne. Et qu'il faut que le gouvernement se sente bien mal assuré

pour violer deux des libertés fondamentales conquises par les luttes du 19^e siècle et inscrites dans la Constitution : la liberté d'expression, violée quand on arrête directeurs et journalistes de « Vive la Révolution », de « L'Humanité Rouge » et de « L'Idiot International » ; la liberté d'association, violée quand on refuse leur récépissé à deux associations légalement déclarées : « Le Secours Rouge » et « Les Amis de la Cause du Peuple ». Ce refus est bien la preuve, si besoin était, que le Secours Rouge est bien une force qui compte face au flot montant de la répression policière, juridique, patronale et universitaire.

CHAQUE
SEMAINE
LISEZ

**Tribune
Socialiste**

Laisser pourrir

Le lundi 12 octobre, de nouvelles menaces pleuvent de partout : fermeture ou lock-out, remise en cause des avantages acquis, intervention des flics.

Les familles de certains ouvriers commencent à connaître des difficultés financières et posent le problème de la prolongation de la grève. Les ouvriers décident alors de proposer au patron la discussion sur l'établissement d'un règlement intérieur garantissant la sécurité de l'emploi. Un règlement peut-il assurer une telle garantie ?

Le patron accepte puis refuse de discuter avant la reprise du travail. Les grévistes ne l'entendent pas ainsi. C'est alors que le directeur exige comme préalable le départ de Blineau mercredi 11 octobre, devant le refus répété de la direction de réintégrer Blineau, les ouvriers en assemblée générale abandonnent cette revendication essentielle mais décident de poursuivre la grève pour obtenir une certaine garantie de leur emploi et exiger le paiement des jours de grève.

Le jeudi 15 octobre, notre camarade parti, la direction reçoit les délégués mais se durcit et n'accepte pas de discuter que sur des points secondaires. Les ouvriers refusent et continuent la grève. Cependant quelques ouvriers dont l'ancien délégué « démissionné » se laissent influencer par le chantage de la direction : le vendredi certains reprennent le travail. Le patron avait bien mis sur le pourrissement de la grève. La C.G.T. n'a-t-elle pas de lourdes responsabilités dans cette dégradation du mouvement ?

Etait-ce parce que Blineau était membre du P.S.U. ou plus exactement un militant syndical qui, conformément à la ligne politique de son parti, remettait en cause la stratégie opportuniste de la centrale et aurait activement pour la démocratie ouvrière ? Les ouvriers commencent à se poser des questions sur ces points. Les réponses suivront.

tremaître, à ce que leur camarade licencié quitte l'établissement. Le directeur menace à plusieurs reprises les délégués de faire descendre les flics pour sortir « l'étranger » de l'usine.

Manœuvre en échec

Une réunion prévue depuis huit jours rassemble ce même mercredi le P.D.G. de Paris, les délégués du personnel et du C.E. pour discuter des revendications posées par les ouvriers lors d'une assemblée du personnel la semaine précédente.

Dans cette situation les revendications de salaires, primes, etc., sont satisfaites bien au-delà des espérances des ouvriers (ils obtiennent sans discuter 6 % au lieu des 3 % escomptés). Les grévistes comprennent la manœuvre de la direction, durcissent leur position montrant ainsi leur niveau de conscience politique. En fait, l'attitude des ouvriers de l'usine SAB avait évolué considérablement depuis le début de l'année au point d'obliger un des deux délégués du personnel à démissionner : il avait refusé de les suivre après un vote favorable à une grève pour obtenir une prime de vacances égale pour tous.

Si Blineau a été licencié c'est parce qu'il a joué un rôle d'animateur dans cette évolution plaidant toujours pour l'information et la discussion à la base. Cinq assemblées

générales du personnel se sont tenues depuis avril dernier.

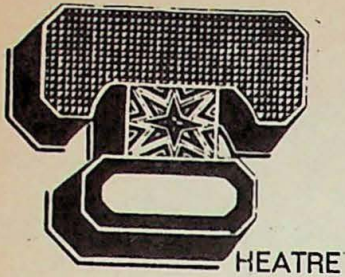
Désormais, les ouvriers déterminent leurs revendications et les moyens de les faire aboutir alors qu'auparavant les délégués, sans consulter les ouvriers, posaient les revendications susceptibles d'être acceptées par le patron.

Le 8 octobre, le Secours Rouge récemment constitué à Amiens publie un communiqué dans la presse demandant un soutien politique et une solidarité financière à l'égard des grévistes. Il organise rapidement des collectes qui obtiendront, contrairement à l'avis de certains membres du P.C., un vif succès dans les milieux populaires (près d'un demi million de francs).

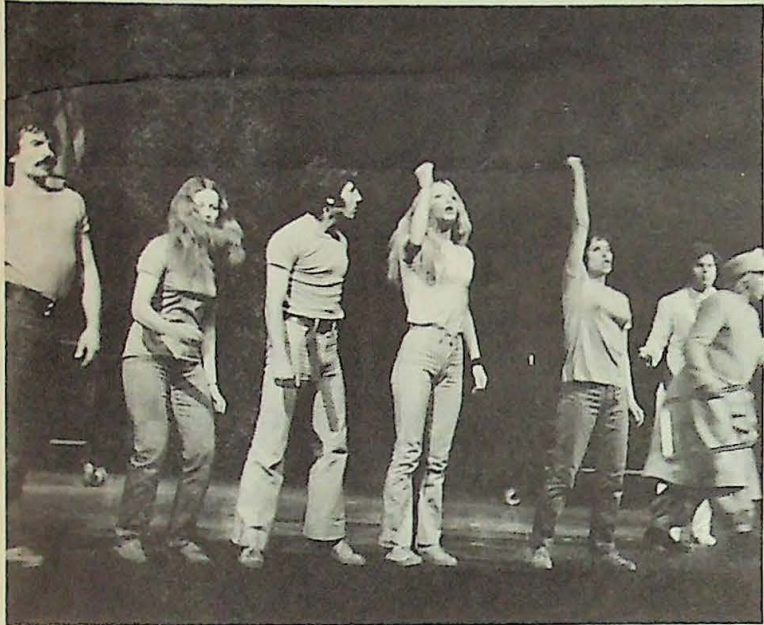
Le 9 octobre, la C.G.T. se décide à demander un soutien financier par un bref communiqué, mais les délégués cégétistes les diverses entreprises de la zone ne sont pas informés.

L'union locale C.G.T. s'emploie à organiser des réunions de conciliation : Inspection du travail, Préfecture, commission paritaire.

Les militants du P.S.U., eux, quand ils ne joignent pas leurs efforts à ceux d'autres membres du Secours Rouge, travaillent aussi à populariser cette lutte dans les quartiers et bourgs populaires de l'agglomération amiénoise, et fournissent leurs propres explications politiques et mots d'ordre.



HEATRE



Révolution à Angoulême

Dominique Nores

Des vers de mirlitons à la rime facile, toujours la même (1) ; des duettistes qui ont emprunté à Maurice Chevalier sa canne et son chapeau de paille ; une belle fille née armée des cafés du Quartier Latin et lançant vers le monde une fièvre révolutionnaire contractée dans les ciné-clubs, voilà qui, pour parler de Mai 68, de ses espoirs et de ses échecs, ne fait véritablement pas très sérieux. Mais justement, ce que Jean Thenevin dit après bien d'autres, c'est que l'esprit de sérieux — l'esprit de pesant — est justement la force qui a étouffé le mouvement de mai.

Si la belle Egérie a manqué sa révolution, celle qu'elle avait rêvée dans les livres, c'est que, pour elle, les révolutions ne s'improvisent pas. Pour que les conditions révolutionnaires d'un mouvement, qui partira d'Angoulême, soient réunies, il lui faut aller en Prolétarie, « patrie d'un Octobre ancien », afin d'y prendre les leçons qui lui permettront de révolutionner le monde dans les règles.

Que la Prolétarie où elle arrive soit en train de célébrer la Sainte Grève, c'est-à-dire de commémorer dans l'enthousiasme des combats combattus une fois pour toutes, cela fait bien entendu partie de l'anecdote. Egérie, vite considérée comme un ferment de désordre, capable de faire naître la contestation parmi les jeunes, la couche mal sûre de la nation, n'a bientôt plus qu'à partir pour la pla-

ge en attendant qu'un mois nouveau, qui ne sera ni Mai, ni Octobre à Angoulême, redonne à des hommes nouveaux une chance qu'il leur faudra savoir saisir seuls, sans s'encombrer plus longtemps de références.

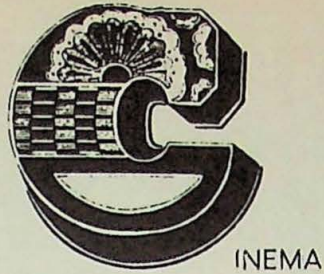
Cette pièce qui indique des situations plutôt qu'elle ne propose une réflexion politique, cette pièce légère, frivole peut-être, ironique sur ce qu'elle défend, impertinente dans l'attaque, ne trouve son charme véritable qu'à la scène (2).

Elle profite là de l'excellent travail d'André-Louis Perinetti. Qui dit mise en scène dit d'abord lecture. La pièce a été cernée dans ce qu'elle permet de fantaisie et dans ce qu'elle exige de rigueur. Des comédiens bien entraînés savent à tout moment passer de l'une à l'autre, du numéro de music-hall à la parodie de Berliner ensemble jouant la Mère de Brecht, parodie qui n'exclue pas la beauté des attitudes.

Grâce à l'apport décisif des comédiens, cette mise en scène garde une vivacité et une bonne humeur constantes ; le spectacle est drôle, un brin acide, l'un des plus agréables à voir parmi ceux qui se jouent actuellement à Paris.

(1) Octobre à Angoulême, de Jean Thenevin au Théâtre de la Cité Internationale, 21, bd Jourdan. Paris 14^e. Relâche dimanche et lundi.

(2) Le texte est publié dans la collection le Manteau d'Arlequin (Gallimard éd.).



INEMA

Un été chaud dans une Amérique de glace

Alain Moutot

Dans quelques années aux U.S.A... Le Vietnam a fait tache d'huile sur la carte du monde. Les « boys » sont engagés sur le continent, aux portes mêmes de leur pays : au Mexique. Le vieil oncle Sam radote encore sur des principes anciens et fumeux de liberté, droit au bonheur, libéralisme. Mais c'est pour mieux cacher l'évidence : une société totalitaire qui, au dehors, se heurte au refus de plus en plus ferme de l'exploitation humaine et se révèle fascinante à l'intérieur.

Le rouge sang de la bannière étoilée

Sur ces données, Robert Kramer, dans son film de politique-fiction « Ice », ne s'étend pas. Il nous les laisse plutôt deviner. Son propos est de montrer la riposte des jeunes qui ne veulent plus subir l'oppression. La caméra nous porte au milieu de ces petits groupes d'action qui forment la cellule de base de cette société clandestine. Les coups y sont minutieusement préparés. Pour ficher les personnalités réactionnaires à abattre, ou dénombrer les installations à détruire, les moyens les plus modernes de l'informatique sont mis à contribution et participent à la formation des militants. Quand il décrit le mode d'intervention de ces groupes, le film se fait documentaire : ainsi les images d'un îlot d'immeubles occupé par les révolutionnaires et dans lequel les militants expliquent aux habitants le sens de leur lutte, sont saisissantes de vérité. Le metteur en scène a su éviter schématisme et facilité : on apprend, par exemple, que souvent la résolution des jeunes gens à qui sont confiées des mitraillettes, n'a d'égale que leur inexpérience. Le specta-



teur devient participant et souffre avec eux, dans l'angoisse et le doute qui précèdent l'action. Il y a aussi la peur car la répression est implacable (émasculatation des hommes, viols, meurtres systématiques). Cependant à la vision du film une question vient à l'esprit. Cette œuvre qui dénonce l'ordre bourgeois, ne s'en tient pas elle aussi à l'apparence ? Sur les structures économiques qui sous-tendent cette sorte de fascisme, rien ou presque n'est dit.

On y parle bien des relations établies avec les Noirs et les ouvriers mais les ouvriers et les Noirs sont les grands absents de ce film américain. Il aurait pourtant été passionnant de projeter, dans le temps, les conditions d'un rapprochement effectif des ouvriers américains avec l'avant-garde intellectuelle, en vue de la riposte. Ce qui aurait pu être la réalisation de la prophétie trotskyste débouche en fait sur une certaine complaisance dans la description d'une autre « nouvelle résistance »... une exaltation de l'action pour l'action qui n'est pas sans un certain relent « mao ». L'expression de

l'impatience de la nouvelle génération n'aurait pas dû se transformer en une sorte d'aveu d'impuissance (d'autant plus que nous restons dans la fiction).

Marteau, faucille et caméra

Mais d'autres questions jaillissent du film et notamment celle de savoir si pour être révolutionnaire, une œuvre cinématographique doit briser le récit, nier l'intérêt de raconter une histoire. Pour Kramer, « on peut dire qu'en Amérique, il y a d'un côté Hollywood où l'on préserve une forte narrativité et l'Underground où l'on tend à se passer de l'histoire » et le jeune metteur en scène de souhaiter de « réaliser une sorte de mixte de ce qui me paraît le plus intéressant dans ces deux extrêmes ».

Dans « Ice » on peut constater que, malgré l'extrême mobilité de la caméra, l'effet de « punch » de certaines séquences et une apparente discontinuité, la cohésion du récit est préservée. Telle qu'elle est l'œuvre est attachante. Tout en voulant faire prendre conscience, Kramer sait intéresser.

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
27 000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84
Com. Parit. n° 37.392

Les documents-photo insérés
dans ce numéro ont été fournis
par les agences suivantes :
Elie Kagan, Agip, ADNP, A.
Dupont, Jean Pottier, A.F.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
81, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Salon de l'auto : L'envers du décor



« T.S. » a interviewé pour vous une hôtesse d'accueil au Salon de l'Auto. Vous penserez peut-être et de prime abord, que ça ne présente pas beaucoup d'intérêt. Détrompez-vous, les gens et les choses que vous côtoyez le plus fréquemment ont souvent beaucoup à nous dire.

Q. — Tu es hôtesse, c'est à première vue un métier facile ? Qu'en penses-tu ?

R. — C'est vrai, c'est facile parce que ça n'exige pas de qualification particulière, si ce n'est d'être présentable physiquement. On est debout pour de longues heures et c'est fatiguant. Surtout on fait longtemps des choses idiotes. On finit par n'être qu'un objet qui est là pour décorer.

Q. — Qu'est-ce que tu entends par là ?

R. — On fait ça uniquement pour gagner de l'argent. Il ne faut rien y chercher d'autre pendant dix ou douze heures par jour. On n'a pas le droit de s'attacher à autre chose qu'aux apparences. Ce qu'on peut penser, ce qu'on peut ressentir, ça ne compte pas. On n'est rien pour soi-même, ni pour les autres. On n'est qu'un attrape-gogos.

Q. — Alors, pourquoi y a-t-il beaucoup de femmes qui font ce métier ?

R. — Il faut dire que pour une femme, ce n'est pas tellement facile de trouver du travail. On fait toutes ce pseudo-métier, parce qu'il rapporte pas mal. Il y a les femmes de milieux aisés — mariées ou pas mariées — qui veulent un salaire d'appoint sans se salir les mains et sans déchoir par rapport à leurs relations mondaines. Elles se font assez bien à l'idée d'être essentiellement décoratives. Il y a par ailleurs, celles qui n'ont que ça pour vivre et qui ne savent pas faire autre chose. Elles sont terriblement esclaves des hauts et des bas de la conjoncture et obligées d'accepter n'importe quoi. Tout ça ne prépare pas à se défendre et à voir plus loin que son nez.

Q. — Tu étais au Salon de l'Auto ? Quels objectifs poursuivait la firme qui t'a employée ?

R. — D'abord donner une image de marque. La femme, en l'occurrence les hôtesse, complète la voiture. Il faut donner l'idée que l'une et l'autre se possèdent de la même façon. Les symboles du bien-être, de la réussite et de la puissance, c'est-à-dire la voiture, la femme et l'argent se rejoignent. C'est une façon

de faire oublier le monde quotidien du travail et des embêtements. On attire les gens, on les aveugle et puis on les emballe dans un joli papier avec des faveurs roses. Les hôtesse c'est un trompe-l'œil. En réalité, elles sont là pour faciliter la vente, et les profits en aidant à battre les concurrents. Elles attirent les clients par des promesses, sous-jacentes, qu'elles ne peuvent et ne veulent tenir.

Q. — Quelles sont les méthodes employées pour vendre ?

R. — Dans une ambiance qui se veut de rêve, où l'on entend des voix de femmes chaudes et délicates, vanter avec des superlatifs, les qualités des voitures, les hôtesse sourient et sourient pour soutirer des adresses et des numéros de téléphone (70 % des ventes se font chez les particuliers). Elles doivent aussi tenter d'arracher des bons de commande, lorsqu'elles repèrent un acheteur en puissance. Si le morceau est trop difficile, on l'envoie aux vendeurs qui, eux, sont des techniciens, formés à mépriser les clients et à chercher leurs points faibles. Ce n'est pas le client-roi, c'est le client-pigeon. On lui promet des rabais, mais les conditions ne sont jamais totalement remplies pour l'obtenir réellement (l'état de la voiture d'occasion lors de la reprise, etc.). Ce qu'on veut, c'est sa signature, après il n'a qu'à se débrouiller.

Q. — Quelles sont les catégories d'amateurs et de clients que tu as repérées dans ce Salon ?

R. — Il y a d'abord les adultes. Ils sont fascinés par l'automobile. Ils cherchent à affirmer une position sociale, à se montrer tels qu'ils ne sont pas ou à se distinguer des autres quand ils ont beaucoup de moyens. Ils est frappant de voir que beaucoup de gens à revenus modestes veulent pouvoir épater et dépasser le voisin. J'ai entendu des retraités se plaindre des limitations de vitesse et pour se justifier considérer que l'achat d'une voiture chère était un investissement, alors que tout le monde peut être au courant des difficultés du marché de l'occasion. C'est en effet parfaitement illusoire de croire qu'on revendra sa vieille voiture plus chère que le

coût d'une neuve. Le résultat de tout cela c'est que 98 % des ventes se font à crédit et que la grande majorité des acheteurs doivent se priver pour payer les traites. Pour être dans le coup, on est encore un peu plus pauvre type.

Il y a aussi les gosses. Il y en a des masses qui viennent par écoles entières. On leur donne des devoirs sur le Salon de l'Auto, on leur demande de faire des collections de prospectus et de souligner la qualité des voitures. Après ça, il ne faut pas s'étonner qu'ils s'intéressent surtout aux voitures de luxe et de sport. Ils finissent par en connaître tous les détails techniques et à en rêver la nuit. Bien sûr, ils en arrivent à penser qu'emprunter les transports publics, c'est humiliant et que leur père qui a une 2 CV n'est pas arrivé à grand chose. Après tout, c'est sans doute l'effet voulu.

Il y a enfin les ouvriers immigrés qui viennent là pour se donner un ersatz de contacts humains. La plupart ne pensent pas un seul instant à acheter, ils veulent seulement avoir l'impression qu'ils ne sont pas exclus et qu'ils ont droit eux aussi à des sourires. On s'aperçoit qu'ils sont très brimés (certaines firmes automobiles les paient en retard, par exemple) et aspirent à un peu plus de liberté. C'est particulièrement déprimant.

Q. — Et ceux qui travaillent autour de toi ?

Je n'avais pas tellement le temps de voir beaucoup de monde. Mais je me suis aperçue de deux choses particulièrement significatives. Les cadres des firmes automobiles que j'ai rencontrés, sont surveillés et espionnés non seulement dans leur travail mais aussi dans leur vie privée. Pour être de toute confiance, ils ne doivent plus faire confiance à personne. Le deuxième fait qui m'a frappée et il est particulièrement révoltant, c'est que la plupart des femmes de ménage du Salon, espagnoles en majorité, sont payées en dessous du tarif syndical et de façon purement arbitraire d'une quinzaine à l'autre. Derrière la façade, les couleurs sont plutôt noires.

C'est beau, c'est grand, l'automobile.